



Immigration, Réfugiés  
et Citoyenneté Canada

Immigration, Refugees  
and Citizenship Canada

# Étude de suivi annuelle 2021-2022 d'IRCC recherche qualitative

## Rapport final

**Préparé à l'intention de : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada**

Nom du fournisseur : Groupe-conseil Quorus inc.

Numéro de contrat : B8815-220340/001/CY

Valeur du contrat : 115 347,00 \$ (TVH comprise)

Date d'attribution : 2022-01-24

Date de livraison : 2022-03-31

Numéro d'enregistrement : ROP 111-21

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, veuillez communiquer avec IRCC à l'adresse suivante : [IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@cic.gc.ca](mailto:IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@cic.gc.ca)

**This report is also available in English.**

## Droit d'auteur

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de seize groupes de réflexion animés en ligne par Quorus Consulting Group Inc. pour le compte d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada entre le 22 février et le 7 mars 2022.

This publication is also available in English under the title: **2021-22 IRCC Annual Tracking Qualitative Research.**

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales uniquement. Une autorisation écrite préalable doit être obtenue auprès d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Pour obtenir plus de renseignements sur ce rapport, communiquez avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada par courriel à [IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@ic.gc.ca](mailto:IRCC.COMMPOR-ROPCOMM.IRCC@ic.gc.ca) ou à l'adresse suivante :

Direction générale des communications  
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada  
Tour Jean-Edmonds Sud  
365, avenue Laurier Ouest  
Ottawa (Ontario) K1A 1L1

**Numéro de catalogue** : Ci4-183/2-2022F-PDF

**Numéro international normalisé des livres (ISBN)** : 978-0-660-44952-4

**Publications connexes (numéro d'enregistrement : ROP 111-21) :**

Numéro de catalogue : Ci4-183/2-2022E-PDF (Rapport final, français)

ISBN : 978-0-660-44951-7

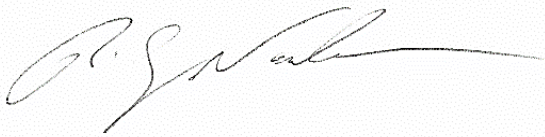
© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2022

## Attestation de neutralité politique

J'atteste par la présente, à titre de cadre supérieur du Groupe-conseil Quorus inc., l'entière conformité des produits livrables avec les exigences en matière de neutralité politique précisées dans la [Politique sur les communications et l'image de marque](#) et à l'annexe C de la [Directive sur la gestion des communications](#).

Plus précisément, les produits livrables ne comprennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signé par :

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Rick Nadeau', is centered on a white rectangular background. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke extending to the right.

Rick Nadeau, président  
Groupe-conseil Quorus inc.

## Table des matières

<b>DROIT D’AUTEUR</b> .....	<b>2</b>
<b>ATTESTATION DE NEUTRALITÉ POLITIQUE</b> .....	<b>3</b>
<b>SOMMAIRE</b> .....	<b>5</b>
CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L’ÉTUDE .....	5
MÉTHODOLOGIE.....	5
MISE EN GARDE CONCERNANT LA RECHERCHE QUALITATIVE .....	6
RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE.....	6
<b>RÉSULTATS DE RECHERCHE</b> .....	<b>12</b>
CONTEXTE, OBJECTIFS DE L’ÉTUDE ET JUSTIFICATION .....	12
CONCLUSIONS DÉTAILLÉES DE LA RECHERCHE .....	13
<i>Reprise économique</i> .....	13
<i>Niveaux d’immigration et composition</i> .....	23
<i>Intégration</i> .....	28
<i>Réfugiés afghans</i> .....	35
<i>Migration irrégulière</i> .....	38
<b>ANNEXE 1 – MÉTHODOLOGIE</b> .....	<b>42</b>
<b>ANNEXE 2 – INSTRUMENTS QUALITATIFS</b> .....	<b>45</b>

## Sommaire

### Contexte et objectifs de l'étude

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a mis en place un programme d'étude continue en vue de mieux comprendre les attitudes des Canadiens à l'égard des enjeux relatifs à la citoyenneté et à l'immigration.

Les objectifs de recherche de cette étude comprenaient l'évaluation, dans le contexte de la COVID-19, des perceptions des Canadiens à l'égard :

- des niveaux d'immigration;
- de l'effet de l'immigration sur les communautés;
- du système d'immigration du Canada et de ses priorités;
- de l'établissement et de l'intégration des nouveaux arrivants.

Par l'évaluation et l'exploration des attitudes des Canadiens à l'égard des éléments clés du mandat du Ministère, cette recherche a aidé IRCC à :

- mettre en place des solutions stratégiques, des formules de programme et des conseils de haute qualité;
- favoriser et à gérer efficacement les services axés sur les citoyens;
- gérer les risques organisationnels et stratégiques de manière proactive;
- recueillir et utiliser des renseignements pertinents sur les résultats des programmes.

La valeur de ce contrat est de 115 347,00 \$ (TVH comprise).

### Méthodologie

Pour ce projet de recherche, Quorus a mené des rencontres en ligne de deux heures chacune avec 16 groupes de réflexion entre le 22 février et le 7 mars 2022. Les participants venaient de régions rurales et urbaines de l'ensemble du pays et de communautés de plus petite taille, y compris des communautés du Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord (PPICRN); en plus des groupes représentatifs de la population générale (adultes canadiens âgés de 18 ans et plus), les publics cibles étaient composés de nouveaux arrivants vivant au Canada depuis 2011 et d'Autochtones. Treize séances se sont déroulées en anglais et trois en français. Au total, 111 personnes ont participé aux rencontres.

## Mise en garde concernant la recherche qualitative

La recherche qualitative vise à obtenir des perspectives et une orientation plutôt que des mesures qualitatives qu'on peut extrapoler. Le but n'est pas de générer des statistiques, mais d'obtenir l'éventail complet des opinions sur un sujet, comprendre le langage utilisé par les participants, d'évaluer les niveaux de passion et d'engagement, et d'exploiter le pouvoir du groupe pour stimuler les réflexions. Les participants sont encouragés à exprimer leurs opinions, peu importe si ces opinions sont partagées par d'autres.

En raison de la taille de l'échantillon, des méthodes particulières de recrutement utilisées et des objectifs de l'étude eux-mêmes, il est clair que la tâche en question est de nature exploratoire. Les résultats ne peuvent être extrapolés à une plus vaste population, pas plus qu'ils ne visaient à l'être.

Plus particulièrement, il n'est pas approprié de suggérer ni de conclure que quelques (ou de nombreux) utilisateurs du monde réel agiraient d'une façon uniquement parce que quelques (ou de nombreux) participants ont agi de cette façon au cours des séances. Ce genre de projection est strictement l'apanage de la recherche quantitative.

## Résumé des résultats de la recherche

### La reprise économique et le rôle de l'immigration

- Même si de nombreux participants ont mentionné des problèmes sociaux, par exemple le clivage qu'ils observent dans la société en ce qui a trait aux approches adoptées en réponse à la pandémie, aux restrictions et à l'assouplissement de ces dernières, plusieurs ont aussi fait mention des problèmes économiques comme le chômage, les entreprises qui ont connu des difficultés et qui doivent se reconstruire, les pénuries de main-d'œuvre dans certains emplois ou secteurs ainsi que l'augmentation du coût de la vie.
  - Le coût et la disponibilité du logement sont aussi des enjeux qui ont souvent été mentionnés dans ce contexte, et tout au long des discussions.
- Pour une très grande part, les participants estimaient que les nouveaux arrivants sont plus susceptibles d'être utiles que néfastes pour l'économie et la reprise économique du Canada après la pandémie de COVID-19.
- La majorité des participants étaient d'accord avec l'énoncé suivant : « *En bref, une hausse de l'immigration signifie un plus grand nombre de personnes au Canada qui intègrent notre main-d'œuvre, s'impliquent dans nos communautés et redonnent à notre économie* ».

- Ils affirmaient que la plupart des immigrants redonnent à l'économie, suggérant implicitement qu'ils occupent un emploi, paient des impôts et dépensent de l'argent. Certains ont également mentionné qu'ils observaient un esprit d'entrepreneuriat chez de nombreux nouveaux arrivants, lesquels peuvent démarrer des entreprises qui paient des impôts et emploient d'autres Canadiens.
- Alors que la majorité des participants convenaient que les nouveaux arrivants s'investissent dans les communautés du Canada, d'autres estimaient en revanche que les nouveaux arrivants sont plus susceptibles de rester entre eux et de s'en tenir plutôt à leurs communautés ethniques.
- L'énoncé « *La réalité est que les Canadiens vivent plus longtemps et ont moins d'enfants. Cela a un impact sur notre économie, pas seulement aujourd'hui, mais également pour les années et les décennies à venir. C'est pourquoi le Canada se doit d'accueillir de plus en plus d'immigrants chaque année* » faisait majoritairement consensus chez la plupart des répondants.
  - En grande majorité, les participants se disaient d'accord avec la première phrase et disaient être témoins de cette réalité dans leur entourage.
  - Certains participants n'étaient pas d'accord avec la dernière phrase, affirmant qu'il existe d'autres solutions pour faire face aux changements démographiques, ou que le Canada ne doit peut-être pas augmenter les niveaux d'immigration, mais plutôt conserver les mêmes niveaux qu'auparavant.
- Le troisième énoncé examiné était le suivant : « *Le Canada a récupéré 106 % des emplois perdus durant la pandémie. Malgré tout, il reste encore plus de 960 000 emplois à combler. Il s'agit là d'une indication claire que d'un point de vue économique, nous avons réellement besoin d'accroître les niveaux d'immigration.* » Même si la plupart des participants étaient d'accord avec cet énoncé, tous n'avaient pas l'impression que les statistiques constituaient un signe évident que notre économie a « grand » besoin d'une immigration accrue.
  - Ici encore, des participants hésitaient à accepter qu'une hausse des niveaux d'immigration constitue la seule et unique solution aux problèmes actuels du marché du travail, certains suggérant que le Canada devrait plutôt se concentrer d'abord sur les Canadiens au chômage ou sous-employés.
- Dans l'ensemble, même si les faits et les statistiques présentés dans les énoncés n'étaient pas contestés, ils n'étaient pas suffisants pour changer les points de vue des personnes qui, au départ, étaient moins favorables à l'immigration de façon générale. Parallèlement, ces

données contribuaient à renforcer les points de vue de ceux qui étaient déjà favorables à l'immigration.

### **Niveaux d'immigration et composition**

- Les plans récemment annoncés visant l'admission de 432 000 résidents permanents en 2022, 447 000 résidents permanents en 2023 et 451 000 résidents permanents en 2024 étaient généralement bien accueillis. Le fait de préciser que ces niveaux représentent approximativement 1 p. cent de la population canadienne aidait à consolider cet appui.
  - Cependant, un nombre assez important de participants admettaient également ne pas savoir exactement ce qui constitue un niveau adéquat d'immigration et se demandaient parfois en quoi ces niveaux étaient comparables à ceux du passé, à quel endroit du pays les immigrants allaient s'établir et en quoi allait ou devait consister la répartition des « types » d'immigration.
- Lorsqu'on leur présentait la composition proposée de catégories d'immigrants, les participants estimaient en général qu'il s'agissait probablement d'une composition appropriée. Les participants s'entendaient en général pour dire que la proportion la plus élevée devrait être celle des travailleurs qualifiés; toutefois, ils discutaient plus longuement du niveau de réfugiés par rapport à la catégorie de la réunification familiale, certains souhaitant que l'on accueille un plus grand nombre de réfugiés.
  - De nombreux participants se demandaient si une certaine souplesse était possible du point de vue des niveaux globaux d'immigration et de la composition d'immigrants, et espéraient que tel était le cas, de sorte que l'on puisse répondre à la nécessité soudaine d'accueillir des réfugiés, compte tenu tout particulièrement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.
- Lorsqu'on leur demandait de réfléchir aux compétences particulières, à la scolarité ou à l'expérience que le Canada devrait privilégier, le secteur des soins de santé était le plus souvent mentionné. D'autres mentionnaient l'éducation, le domaine des TI, la fabrication et les métiers spécialisés.
  - Dans l'ensemble, et après avoir réfléchi à ce qu'ils observaient autour d'eux, les participants avaient tendance à convenir qu'une combinaison de nouveaux arrivants plus éduqués ou plus qualifiés (pouvant occuper des métiers spécialisés) et de nouveaux arrivants peu qualifiés (« prêts à accepter n'importe quel emploi ») était nécessaire.



- Même si l'on était d'accord pour accorder la priorité aux personnes qui parlent au moins une des deux langues officielles, on ne croyait pas vraiment nécessaire que le Canada s'efforce d'accroître tout particulièrement le nombre de nouveaux arrivants francophones.

## **Intégration**

- Au sujet de la mesure dans laquelle le Canada est prêt à intégrer les nouveaux arrivants, les points de vue étaient partagés, les participants affirmant souvent que le Canada était prêt d'une certaine façon, mais qu'il faudrait d'abord aborder des obstacles sociaux ou des enjeux plus vastes avant de pouvoir affirmer que le pays et ses communautés sont entièrement prêts à intégrer facilement de nouveaux arrivants.
  - Mis à part le sentiment qu'il nous faut nous concentrer sur la reprise postpandémie, l'obstacle principal mentionné était le marché du logement ou la crise du logement actuelle.
  - Dans le contexte de l'intégration, on a peu discuté du niveau de services officiels ou gouvernementaux offerts aux nouveaux arrivants, même si l'on s'entendait généralement pour dire que les services aux nouveaux arrivants sont importants, notamment la formation linguistique et l'aide à la recherche d'emploi ou de logement.
- Sur le plan communautaire ou personnel, on estimait généralement que chacun devait collaborer et peut ou doit être accueillant.
  - Certains ont mentionné que des particuliers ou des groupes communautaires pourraient aider les nouveaux arrivants à trouver des emplois, à s'y retrouver dans les systèmes et les services (comme les services bancaires, Services Canada, l'inscription des enfants à l'école, etc.) et à mener des activités quotidiennes, par exemple faire des courses.
  - Pour la plupart des participants, être accueillant signifiait traiter les nouveaux arrivants avec respect, favoriser les relations amicales et de bon voisinage et faire de petits gestes pour qu'ils se sentent acceptés au sein de leur nouvelle communauté.
- Lorsqu'on leur demandait de réfléchir à leurs propres expériences, les nouveaux arrivants évoquaient principalement le soutien reçu dans et à travers leur communauté, que ce soit par l'intermédiaire de membres établis de leurs communautés d'accueil (en personne ou en ligne), d'églises ou de mosquées ou de proches et d'amis ayant immigré avant eux.
  - Lorsqu'on leur demandait de quelle façon et à quel moment le gouvernement du Canada devrait communiquer avec les nouveaux arrivants pour leur faire connaître ses

services, les participants ont suggéré que des trousse de renseignements soient disponibles à leur arrivée dans les aéroports, et que des renseignements soient fournis aux principaux endroits où les nouveaux arrivants doivent se présenter, par exemple pour obtenir un numéro d'assurance sociale auprès de Service Canada, ou en ligne/par courriel lorsqu'ils remplissent des documents dans le cadre du processus d'immigration.

### **Réfugiés afghans**

- Les plans du gouvernement du Canada visant à admettre 40 000 réfugiés afghans sur deux ans étaient bien accueillis par la majorité des participants. Les participants étaient généralement au courant de l'intention du Canada de réinstaller ceux qui avaient « travaillé pour le Canada », une intention par ailleurs bien reçue, ce qui démontre le sentiment d'appui général à l'égard de l'admission de réfugiés, quel que soit leur pays d'origine.
  - Les renseignements au sujet des groupes de réfugiés ciblés, y compris ceux qui possèdent des compétences pouvant se révéler utiles pour le Canada et ceux qui parlent l'anglais, donnaient lieu à un niveau d'appui plus élevé et à l'impression qu'une grande proportion de réfugiés afghans allait à tout le moins pouvoir occuper un emploi et avoir vraisemblablement moins besoin d'un niveau élevé de soutien.
- Alors que l'on estimait de manière générale que ce groupe allait probablement avoir besoin des mêmes mesures de soutien que les autres réfugiés, on mentionnait souvent que des mesures de soutien en santé mentale pour aider à faire face aux traumatismes allaient être requises pour ce groupe en particulier.
- Les participants qui exprimaient des préoccupations à l'égard des réfugiés afghans tout particulièrement mentionnaient moins les chiffres proposés que de la perception selon laquelle ils n'allaient pas réussir à s'intégrer facilement à la société canadienne en raison de différences linguistiques, culturelles, religieuses ou sociales.

### **Migration irrégulière**

- La migration irrégulière ou les problèmes liés aux demandeurs d'asile à la frontière canado-américaine ne figuraient pas au premier plan des préoccupations. Si l'on insistait, certains se souvenaient de reportages concernant une famille ayant fui vers les États-Unis en traversant la frontière du Manitoba, ce qui avait entraîné des décès. Dans quelques groupes, un participant se souvenait avoir lu des articles au sujet de l'immigration irrégulière à Lacolle, au Québec. Dans tous les cas, les participants semblaient penser qu'il s'agissait surtout d'un problème qui avait cours avant la pandémie et non pas d'un enjeu récent.

- Lorsqu'on transmettait plus d'information aux participants, bon nombre de leurs questions restaient sans réponse, notamment au sujet de la prévalence de ces cas (l'hypothèse principale étant qu'il ne s'agissait pas d'un si grand problème, puisque peu de participants étaient au courant de cet enjeu), et de la raison pour laquelle ces personnes empruntaient des points d'entrée irréguliers plutôt que les voies régulières.
- Mais surtout, le sentiment était que le Canada devrait accepter des demandeurs d'asile et que ces derniers devraient être autorisés à suivre le processus de demande, indépendamment de la façon dont ils entrent au pays.
  - Certains répondants adoptaient une approche plus prudente, estimant que ceux qui entrent par des voies irrégulières devraient faire l'objet d'un examen plus approfondi puisqu'ils tentent de commettre un acte illégal, ce qui les amenait à remettre en question le sens moral de ces demandeurs. Malgré tout, ils affirmaient que les demandeurs devraient être entendus et autorisés à présenter leur cas. Personne n'a suggéré de renvoyer ces demandeurs sans procédure équitable.

# Résultats de recherche

## Contexte, objectifs de l'étude et justification

### Contexte

IRCC mène en permanence un programme de recherche en vue de mieux comprendre les attitudes des Canadiens à l'égard des enjeux relatifs à la citoyenneté et à l'immigration

### Objectifs

Les objectifs de recherche de cette étude comprenaient l'évaluation, dans le contexte de la COVID-19, des perceptions des Canadiens à l'égard :

- des niveaux d'immigration;
- de l'effet de l'immigration sur les communautés;
- du système d'immigration du Canada et de ses priorités;
- de l'établissement et de l'intégration des nouveaux arrivants.

La recherche a permis à IRCC d'examiner les sentiments sous-jacents.

### Justification et utilisation prévue de la recherche

Conformément aux exigences de la Politique sur les communications et l'image de marque du gouvernement du Canada, IRCC a mené une recherche auprès des Canadiens sur leurs attitudes, leurs priorités et leurs besoins à l'égard des questions abordées dans le cadre de cette recherche.

Les données relatives à l'opinion publique sur les priorités ministérielles, les enjeux et les programmes clés sont également utilisées à l'appui des objectifs ministériels énoncés dans le cadre ministériel des résultats, le cadre de responsabilisation de gestion et l'architecture des activités de programme.

Les attitudes publiques à l'égard de l'immigration revêtent une importance fondamentale pour les politiques et les programmes d'IRCC. Les renseignements recueillis au moyen de cette recherche sur l'opinion publique seront communiqués à l'échelle du Ministère pour l'aider à établir les priorités, à élaborer des politiques et des produits et stratégies de communication, et à planifier des programmes et des services.

Par l'évaluation et l'exploration des attitudes des Canadiens à l'égard des éléments clés du mandat du ministère, cette recherche a aidé IRCC à :

- mettre en place des solutions stratégiques, des formules de programme et des conseils de qualité;
- favoriser et à gérer efficacement les services axés sur les citoyens;
- gérer les risques organisationnels et stratégiques de manière proactive;
- recueillir et utiliser des renseignements pertinents sur les retombées des programmes.

## Conclusions détaillées de la recherche

### Reprise économique

Il a d'abord été demandé aux participants de décrire certains défis auxquels est confrontée leur communauté du point de vue de la reprise postpandémie. Les trois principaux thèmes dégagés étaient les défis sociaux, les défis sanitaires et les défis économiques.

Les défis sociaux mentionnés étaient notamment les suivants :

- Le clivage observé au sein de la société en général de même qu'à un niveau plus local ou personnel en ce qui a trait aux approches adoptées en réponse à la pandémie, aux restrictions et à l'assouplissement de ces dernières, ce qui a donné lieu à des communautés plus cloisonnées;
- Faire en sorte que les gens reprennent leurs activités de bénévolat et s'impliquent de nouveau dans la communauté;
- Le retard des enfants en matière d'éducation;
- Les tentatives visant à se « reconnecter » avec les gens, en retournant soit sur les lieux de travail, soit dans un environnement social;
- Les habiletés sociales « rouillées », en particulier chez les plus jeunes enfants.

Les défis liés à la santé et aux soins de santé mentionnés étaient notamment les suivants :

- Les effets de la COVID longue sur la santé;
- Le manque d'effectifs et le personnel surmené dans ce secteur;
- Les effets du report des interventions chirurgicales et d'autres procédures médicales;
- Les défis en matière de santé mentale chez les adultes et les jeunes;
- La crise croissante des opioïdes.

Et, en dernier lieu, du point de vue économique, les défis mentionnés étaient notamment les suivants :

- Le taux de chômage élevé;
- De nombreuses (petites) entreprises qui ont fermé leurs portes et doivent se reconstruire, y compris les restaurants et les boutiques locales;
- Les pénuries de main-d'œuvre ou le fait qu'il est généralement difficile de trouver du personnel dans certains emplois ou secteurs;
- Les taux d'intérêt plus élevés;

- Le coût et la disponibilité du logement, tant pour les locataires que pour les (éventuels) propriétaires;
- L'inflation ou, de façon similaire, le coût de la vie, y compris les prix plus élevés des aliments, de l'essence, des services publics et des matériaux de construction.

Quelques nouveaux arrivants qui participaient aux groupes de réflexion ont mentionné qu'ils avaient subi des retards dans le traitement de leur demande d'immigration pendant la pandémie, ou qu'ils avaient entendu parler de tels délais, ce qu'ils considéraient comme un défi constant.

Après cette question d'introduction, nous avons demandé aux participants de réfléchir au rôle que pourrait jouer l'immigration dans la reprise économique du pays postpandémie.

Pour une très grande part, les répondants estimaient que les nouveaux arrivants sont plus susceptibles d'être utiles que néfastes pour l'économie et la reprise économique du Canada après la pandémie de COVID-19. De manière générale, on considérait que le Canada a toujours accueilli des immigrants, que le pays, et par le fait même son économie, a été bâti par des immigrants et que ces derniers ont aidé à le bâtir et à le rebâtir à des moments clés de l'histoire.

[Traduction] « *L'immigration a toujours aidé le Canada. Le Canada a été bâti avec l'aide des immigrants. Il est donc clair que l'immigration va contribuer à la reprise du Canada, parce qu'elle a toujours contribué à l'économie canadienne.* » Canada atlantique – petits centres – population en général

Plus précisément, au sujet de la reprise économique, les deux points souvent soulevés avaient trait à la façon dont les immigrants peuvent s'intégrer au marché du travail actuel et représenter un avantage à cet effet, de même qu'à leur éthique de travail. D'abord, on considérait souvent que les nouveaux arrivants apportent un bagage de compétences dont le marché du travail actuel a besoin, ou qu'ils sont plus susceptibles de doter des postes vacants, notamment les postes exigeant une main-d'œuvre non qualifiée que les Canadiens sont moins disposés à occuper. Ensuite, les nouveaux arrivants étaient généralement vus comme des personnes travaillantes, ayant l'esprit d'entreprise et « prêtes à tout pour se construire une nouvelle vie ».

[Traduction] « *Ce sont des personnes qualifiées qui ont le désir et la volonté de travailler et qui peuvent occuper les nombreux postes qui vont devenir disponibles.* » Ontario – petits centres – population en général

[Traduction] « *Je crois que nous allons avoir besoin d'une nouvelle vague d'immigration pour remettre nos artères principales en bon état.* » Région du Grand Toronto – population en général

[Traduction] « *Je crois qu'il y a une pénurie de main-d'œuvre en ce moment, alors je peux comprendre que nous avons besoin de personnes qui recherchent vraiment un emploi et qui sont prêtes à travailler. Oui, c'est*

*pourquoi je dirais que l'immigration est plus utile que néfaste ». Ouest du Canada – petits centres – population en général*

En revanche, certains se sont dits préoccupés par une stratégie qui viserait à attirer plus de nouveaux arrivants pour aider l'économie du pays à ce stade-ci. Surtout, les personnes préoccupées, indécises ou d'avis que les immigrants sont plus néfastes qu'utilitaires déclaraient que le Canada a la responsabilité d'embaucher d'abord les personnes sans emploi qui vivent déjà au Canada, ou qu'il doit s'efforcer de requalifier les Canadiens qui ne peuvent actuellement trouver un emploi, de sorte qu'ils puissent occuper les postes vacants, plutôt que de se concentrer principalement sur l'immigration comme solution principale. Cet argument était mentionné dans le contexte (perçu) des taux élevés de chômage et de sous-emploi, en particulier dans certains secteurs et certaines régions du pays, surtout dans les provinces de l'Ouest et chez les peuples autochtones.

[Traduction] « À court terme surtout, j'aimerais que l'on accorde la priorité aux investissements qui s'adressent à des personnes de la localité et qu'on leur permette d'obtenir la formation dont ils ont besoin. Que l'on se concentre sur des mesures de cette nature avant d'ouvrir les portes pour faire venir plus d'immigrants et de travailleurs étrangers. » Vancouver – population en général

[Traduction] « Je suis d'accord avec les points soulevés par les autres personnes : on parle beaucoup des nombreux postes à pourvoir et je crois que notre société est capable d'accepter davantage d'immigrants pour aider à régler cette question, mais je crois aussi qu'un plus grand soutien devrait être offert aux personnes qui se trouvent déjà ici, qui sont disponibles pour travailler et qui ont peut-être connu des difficultés pendant la COVID et doivent adapter leur rôle, ou qui se retrouvent sans emploi et ne savent peut-être juste pas par où commencer. » Vancouver – nouveaux arrivants

De même, certains participants ont indiqué que leur point de vue à ce sujet dépendait en quelque sorte de la situation propre à chaque nouvel arrivant. Plus précisément, ces participants estimaient que même si de nombreux nouveaux arrivants contribuent à l'économie ou qu'ils sont plus utiles que néfastes pour l'économie, il faut considérer également ceux qui vont compter sur l'aide sociale, du moins au départ, et qui par conséquent n'apporteront pas de contribution ou d'aide à la société. D'autres ont répliqué que ces nouveaux arrivants peuvent contribuer d'autres façons, par exemple en soutenant leurs enfants, en s'assurant qu'ils ont une bonne éducation et qu'ils deviennent des membres actifs de la société canadienne à plus long terme.

[Traduction] « Personnellement, je ne sais pas. Je crains qu'ils viennent ici et qu'ils deviennent seulement des clients à long terme des services sociaux. Je sais qu'une telle déclaration peut paraître terrible, mais j'ai le sentiment que s'ils viennent au Canada et qu'ils y prospèrent, c'est parfait, mais que s'ils

*sont pour profiter du système, alors c'est peut-être moins intéressant. » Est du Canada – Autochtones*

*« Je pense pas que l'immigration, elle va booster directement l'économie ou le travail, le manque de main-d'œuvre. Il faut former des gens qui sont à l'aide sociale. Il faut former les gens qui bénéficient de prestations gouvernementales. » Montréal – population en général*

Dans les grands centres urbains en particulier, mais aussi dans les communautés de plus petite taille, une autre raison avancée pour affirmer que les nouveaux arrivants pourraient être plus néfastes qu'utiles était le coût et la disponibilité du logement. Comme les prix sont déjà trop élevés pour la plupart des gens qui cherchent un logement, on estimait qu'une demande accrue sur le marché entraînerait encore plus de concurrence pour une quantité limitée de logements disponibles, ce qui ne ferait qu'augmenter les coûts pour tout le monde.

Il convient de souligner que pour de nombreux groupes de réflexion, le logement (tant le coût que la disponibilité) et le coût de la vie sont devenus le fil conducteur des discussions et que ces éléments étaient mentionnés comme des préoccupations très importantes dans tous les échanges au sujet de l'immigration, que l'on parle de reprise économique, du nombre de nouveaux arrivants que le Canada peut ou doit accepter, ou d'intégration.

### **Énoncés au sujet de l'immigration**

Après la discussion initiale, trois énoncés au sujet de l'immigration ont été présentés; on a demandé aux participants s'ils étaient en accord ou en désaccord avec chacun.

---

#### *Énoncé 1*

*En bref, une hausse de l'immigration signifie un plus grand nombre de personnes au Canada qui intègrent notre main-d'œuvre, s'impliquent dans nos communautés et redonnent à notre économie.*

---

La majorité des participants étaient d'accord avec cet énoncé.

Le fait de redonner à l'économie était entendu comme une personne qui occupe un emploi pour gagner un revenu, payer de l'impôt et se procurer des biens et des services. On a également mentionné dans ce contexte que les contributions des nouveaux arrivants à l'économie étaient nécessaires pour soutenir les programmes gouvernementaux comme le Régime de pensions du Canada (RPC). Quelques participants ont aussi mentionné que les immigrants peuvent démarrer des entreprises, lesquelles paient alors de l'impôt et emploient d'autres Canadiens.



[Traduction] « *Ils contribuent sans contredit par l'impôt qu'ils paient et ils prennent soin de tous les membres de la génération du baby-boom qui vont prendre leur retraite.* » Alberta – centres urbains – population en général

[Traduction] « *Nous avons besoin des immigrants pour continuer de faire augmenter notre assiette fiscale et soutenir le RPC, de sorte que lorsque j'arriverai à la retraite, il restera avec un peu de chance des fonds dont je pourrai bénéficier. Mais nous avons aussi besoin de leur expertise parce que d'un point de vue technologique, nous avons très bien réussi. [...] les immigrants contribuent à l'innovation dont nous bénéficions dans ce pays.* » Ouest du Canada – petits centres – population en général

[Traduction] « *[Je suis d'accord] parce que les immigrants ou les nouveaux arrivants viennent ici, ils créent plus de valeur. Ils veulent redonner à la communauté également. Ils entretiennent aussi des relations avec d'autres groupes, ce pourrait être la même chose que là d'où ils viennent, ils peuvent avoir établi des réseaux. Aussi, grâce à leurs compétences et à leur expertise, ils peuvent offrir une valeur ajoutée à l'économie là où ils vivent.* » Vancouver – nouveaux arrivants

Des participants éprouvaient des sentiments partagés à l'égard de cet énoncé. Certains ont déclaré, une fois encore, que les nouveaux arrivants ne constituent pas un seul groupe uniforme et que même si certains peuvent participer, que ce soit sur le marché du travail ou au sein des communautés, d'autres ne le feront pas. Également, quelques participants se sont demandé si le moment était bien choisi pour augmenter les cibles d'immigration, estimant que ce serait peut-être souhaitable à long terme plutôt qu'à court terme, pendant que le Canada se concentre sur la reprise postpandémie.

[Traduction] « *... Mais dans certains cas, on observe davantage une ségrégation naturelle qui les incite à former leurs propres communautés, ce qui se produit sans contredit dans les régions de la Colombie-Britannique, et donne une situation ambiguë, je suppose.* » Vancouver – population en général

[Traduction] « *Je crois qu'il y a encore un trop grand clivage. J'ai l'impression que notre attitude, causée par la pandémie, fait en sorte qu'il y a beaucoup de sentiments d'incertitude. Il me semble que ce n'est pas le bon moment pour commercer à prendre de telles décisions.* » Ouest du Canada – petits centres – population en général

Ceux qui n'étaient pas d'accord avec cet énoncé avaient tendance à croire que les nouveaux arrivants ne contribuent pas à l'économie, mais plutôt qu'ils coûtent de l'argent au Canada. Ils estimaient que les immigrants risquent de ne pas s'intégrer au marché du travail et que nombreux sont ceux qui ont besoin de divers services ou soutiens financiers pour eux et pour leurs enfants, du moins au départ. Un petit groupe a aussi déclaré que les nouveaux arrivants sont plus

susceptibles de rester entre eux plutôt que de s'impliquer dans leur communauté élargie et d'y contribuer.

[Traduction] « *Il est probablement difficile de faire la transition, ou je pourrais comprendre que ce soit difficile, alors il serait possible que plutôt que de contribuer davantage à l'économie, les immigrants puisent à même les ressources de l'économie pour réussir cette transition.* » Ouest du Canada – petits centres – population en général

[Traduction] « *Ma crainte, et je l'ai observé ailleurs, est que lorsqu'on a de plus grands groupes de différentes ethnies, ils finissent par créer leur propre communauté fermée et l'économie qu'ils créent se situe au sein de cette communauté [...] je ne sais pas si cela constitue un avantage pour notre économie en général.* » Ontario – petits centres – population en général

Le deuxième énoncé présentait aux participants un certain nombre de faits au sujet de la démographie du Canada et rattachait ces données à la nécessité d'accroître les niveaux d'immigration.

---

### *Énoncé 2*

*La réalité est que les Canadiens vivent plus longtemps et ont moins d'enfants. Cela a un impact sur notre économie, pas seulement aujourd'hui, mais également pour les années et les décennies à venir. C'est pourquoi le Canada se doit d'accueillir de plus en plus d'immigrants chaque année.*

---

L'idée que les Canadiens vivent plus longtemps et ont moins d'enfants n'était pas contestée. En fait, de nombreux participants ont déclaré être au courant de cette situation et disaient être témoins de cette réalité dans leur entourage; ils affirmaient comprendre les répercussions (négatives) de cette situation sur l'économie du Canada. Par conséquent, la plupart des participants estimaient qu'il est logique que le Canada augmente ses niveaux d'immigration. Nombreux sont ceux qui ont repris l'énoncé au moment d'expliquer la raison pour laquelle ils étaient d'accord.

[Traduction] « *Le taux de natalité ne remplace pas le taux de mortalité. Nous avons donc besoin de l'immigration. Cela ne peut qu'être utile du point de vue de l'économie.* » Région du Grand Toronto – population en général

[Traduction] « *Cette question du nombre d'enfants qui diminue m'interpelle, parce que je n'ai pas d'enfants et que plusieurs de mes amis choisissent de ne pas avoir d'enfants. Alors oui, c'est réellement vrai ces temps-ci.* » Canada atlantique – petits centres – population en général

Certains nouveaux arrivants ont aussi mentionné qu'ils étaient d'accord parce qu'ils avaient l'impression que les membres de leurs communautés étaient plus susceptibles d'accorder une grande place à la famille et ne considéraient pas les aspects financiers ou économiques au moment de décider d'avoir des enfants, ce qui, à leur avis, risquait plus d'être le cas chez les autres Canadiens.

[Traduction] « *De nombreux immigrants viennent au Canada parce qu'ils se sentent plus en sécurité ici, c'est la raison pour laquelle ils immigreront et décident d'avoir des enfants ici, d'élargir la communauté et, vous savez, d'y apporter une nouvelle culture et tout, et cela aura sans contredit des répercussions positives sur l'économie parce que ces personnes se sentent à l'aise de fonder une famille, d'amener leurs enfants ici, comparativement aux Canadiens, vous savez, qui décident de repousser ce moment ou qui préfèrent ne pas avoir d'enfants.* » Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants

En revanche, quelques participants se sont demandé s'il s'agissait du meilleur argument pour accroître les niveaux d'immigration, ou si une hausse était réellement nécessaire (par opposition au maintien des niveaux actuels). Également, certains estimaient que les raisons pour lesquelles les Canadiens n'ont pas d'enfants ou en ont moins – principalement la hausse du coût de la vie, c'est-à-dire que les Canadiens n'ont pas les moyens d'avoir plus d'enfants – devraient être examinées et abordées par le gouvernement en vue de stimuler le taux naturel de croissance. À leur avis, par exemple, le gouvernement devrait s'efforcer d'offrir plus d'incitatifs financiers ou de soutien aux familles, par exemple en améliorant l'accès à des services de garde abordables, ou en s'assurant que les salaires sont plus élevés, de sorte qu'il soit plus abordable d'avoir des enfants (ou plus d'enfants) ou qu'un des deux parents puisse demeurer à la maison avec les enfants.

[Traduction] « ... *Vous devez offrir plus de mesures pour inciter les gens à avoir des enfants.* » Vancouver – population en général

[Traduction] « *La hausse des niveaux d'immigration n'est pas le seul outil dont dispose le gouvernement. Par exemple, plusieurs parents restent à la maison pour s'occuper des enfants et si nous avions de meilleurs services de garde au Canada, certains seraient très heureux de retourner au travail.* » Région du Grand Toronto – population en général

Certains se demandaient également pourquoi le Canada continue d'insister pour stimuler la croissance démographique et économique. Ils se questionnaient quant au caractère durable de cette approche et mentionnaient à cet effet les problèmes de coût et de disponibilité du logement dans de nombreuses régions du pays, ou encore les répercussions environnementales de la croissance démographique sur nos ressources.

[Traduction] « *De mon côté, je ne suis pas entièrement convaincu de cette obsession pour la croissance, pourquoi l'objectif d'un pays doit-il être la croissance, vous savez?* » Vancouver – population en général

Deux faits à l'appui étaient également présentés dans le cadre de cet énoncé :

- 
- *L'immigration représente près de 100 % de la croissance de la population active et près de 80 % de la croissance de la population.*
  - *Sans l'immigration, on prévoit que la population canadienne commencera à diminuer dans environ dix ans.*
- 

Ces faits en ont surpris plusieurs, les participants affirmant souvent qu'ils n'avaient pas saisi l'ampleur des répercussions de l'immigration sur la population et la croissance démographique démontrée par ces statistiques. En général, ces faits à l'appui ont permis de renforcer la position des participants qui étaient d'accord avec l'énoncé général et ont aidé quelques participants indécis à modifier leurs points de vue. Cependant, certains participants ont répliqué que le gouvernement devrait mettre en place d'autres stratégies pour encourager la main-d'œuvre et la croissance démographique.

[Traduction] « *Je n'étais pas surpris de voir des chiffres élevés, mais qu'ils soient aussi élevés m'a étonné.* » Vancouver – nouveaux arrivants

Le troisième énoncé présentait des statistiques au sujet des emplois au Canada :

---

### *Énoncé 3*

*Le Canada a récupéré 106 % des emplois perdus durant la pandémie. Malgré tout, il reste encore plus de 960 000 emplois à combler. Il s'agit là d'une indication claire que d'un point de vue économique, nous avons réellement besoin d'accroître les niveaux d'immigration.*

---

La majorité des participants étaient d'accord avec cet énoncé, quoiqu'il ait suscité plus de questions et donné lieu à encore plus d'indécision que les énoncés précédents.

[Traduction] « *... ce sont des chiffres vraiment élevés. Il faut donc accepter une quantité décente d'immigrants qualifiés pour occuper ces emplois, peu importe la catégorie.* » Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants

Même si la majorité des participants étaient d'accord avec cet énoncé, tous n'avaient pas l'impression que les statistiques constituaient un signe évident que notre économie a « grand » besoin d'une immigration accrue. Certains estimaient que le libellé de la dernière phrase était peut-être un peu excessif.

D'autres se sont demandé si l'immigration ou une hausse de l'immigration doit être la solution la plus importante ou la seule solution au problème des postes à pourvoir. Dans ce contexte, les discussions portaient souvent sur le fait qu'il faudrait s'efforcer surtout de trouver des façons pour les personnes actuellement au chômage de réintégrer la population active afin d'aider à atténuer ces problèmes. Certains ont réitéré qu'il fallait s'assurer que les personnes qui reçoivent une forme d'aide sociale, par exemple la Prestation canadienne d'urgence (PCU), sont encouragées à travailler, alors que pour d'autres, requalifier ces personnes pour mieux répondre aux exigences du marché du travail, mettre en place des programmes de mentorat ou offrir des salaires plus élevés seraient des solutions efficaces qui devraient se voir accorder la priorité par rapport à l'immigration.

[Traduction] « *Je crois que cela ne démontre pas si clairement que nous devons accroître l'immigration. Oui, nous avons besoin de l'immigration, mais nous devons aussi nous occuper des personnes qui ne devraient plus recevoir de PCU en ce moment, qui en reçoivent encore et qui sont aptes à travailler et profitent de ce système.* » Est du Canada – Autochtones

Cet énoncé a aussi donné lieu à d'autres questions, en particulier sur la nature des postes à pourvoir. Des questions ont été soulevées au sujet des taux de chômage du Canada (actuels et avant la pandémie) et quelques-uns ont mis en doute la soi-disant qualité des emplois qui étaient récupérés pour remplacer les emplois perdus pendant la pandémie. Selon les participants, les postes à pourvoir sont peut-être moins intéressants parce qu'il s'agit de postes à temps partiel, des quarts de travail irréguliers, de postes temporaires ou précaires, de postes qui n'offrent pas un salaire de subsistance, ou encore de postes qui ne sont pas rémunérés en fonction des exigences (physiques) du travail.

[Traduction] « *Pourquoi pensez-vous que ces postes ne sont pas occupés? [...] Plutôt que de dire seulement, d'accord, nous allons nous tourner les immigrants pour régler ce problème, réfléchissons à ce dont les gens ont besoin dans ces secteurs où des postes sont à pourvoir, à la raison pour laquelle une telle situation se produit et à ce que nous pouvons faire pour encourager les gens à retourner vers ces métiers et doter ces postes.* » Région du Grand Toronto – population en général

[Traduction] « *Il s'agit d'un énoncé qui est juste. Toutefois, vous savez, si vous êtes au chômage et que vous ne pouvez trouver un emploi, un tel énoncé ne veut rien dire pour vous. Alors, ce que nous tentons de comprendre, c'est d'où viennent ces types d'emploi.* » Alberta – centres urbains – population en général

Le point de vue selon lequel l'immigration n'était pas nécessairement la seule solution ou la solution la plus logique était plus prévalent dans les petits centres et dans l'Ouest du Canada, y compris chez les participants autochtones de l'Ouest canadien, lesquels étaient plus susceptibles de mentionner qu'ils étaient confrontés dans leurs communautés à des problèmes de chômage,

de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté ou occupant des emplois à faible revenu, et de personnes qui reçoivent la PCU.

[Traduction] « *Je crois simplement qu'il pourrait y avoir plus d'occasions et de possibilités de mentorat et de stage pour les personnes qui vivent ici actuellement, qui sont sans emploi et qui pourraient profiter de ces occasions, en particulier les personnes autochtones, noires et de couleur qui vivent ici actuellement, qui sont au chômage et qui se heurtent à divers obstacles pour obtenir un emploi.* » Ouest du Canada – Autochtones

[Traduction] « *Je serais curieux de connaître le nombre de personnes au chômage en ce moment, j'aurais besoin de ce chiffre. Je suis définitivement d'accord si l'on parle de 960 000 postes, je ne sais pas si nous avons un tel nombre de personnes au chômage actuellement. Si tel est le cas, nous pouvons peut-être doter ces postes ici, chez nous.* » Petits centres – nouveaux arrivants

En dernier lieu, les discussions portant sur cet énoncé ont amené certaines personnes à affirmer que l'immigration ne doit pas être vue uniquement en termes économiques. En fait, dans leurs réactions à nombre des énoncés présentés, les participants ont expliqué en quoi les immigrants contribuent à enrichir le Canada de nombreuses façons différentes, et ont déclaré que le Canada a l'obligation d'aider les personnes d'autres pays. Pour certains participants, le fait que l'énoncé porte principalement sur la façon dont les immigrants peuvent répondre au besoin de doter 960 000 postes vacants créait un léger malaise et ils insistaient sur la nécessité de se recentrer sur l'importance de l'immigration pour des considérations plus larges que la simple économie.

[Traduction] « *Je ne vois pas l'immigration d'un point de vue économique uniquement, en particulier pour ce qui est des réfugiés, peu importe leur influence sur l'économie, je crois que nous devons en accepter davantage, je crois que c'est la chose à faire.* » Vancouver – population en général

[Traduction] « *Donc, ils contribuent en travaillant. Certains ouvrent leurs propres restaurants et nous font découvrir une partie de leur culture dans une ville où une telle diversité fait défaut, non? Alors, de mon point de vue, je crois que oui, absolument. Je crois qu'ils sont très engagés et que nombre d'entre eux font du bénévolat. Certains restaurants ici ont ouvert leurs portes, ils redonnent à la communauté et offrent des repas gratuits aux personnes dans le besoin les jours de fête.* » Ontario – petits centres – population en général

[Traduction] « *Je veux dire, de toute évidence, l'impôt est le cycle sans fin qui génère tout, mais ici encore, il faut tenir compte de ce que les gens apportent de leur pays, qu'il s'agisse de l'industrie de la santé, de l'industrie des services, de mécanique, de compétences techniques, des choses comme cela. Plusieurs personnes qui s'installent dans les communautés améliorent l'expérience, la culture qu'on y trouve. Je songe à l'ensemble, non pas seulement à l'aspect*

*financier, mais à l'atmosphère générale dans ces environnements.* » Villes du Canada atlantique – population en général

### Niveaux d'immigration et composition

Comme question de transition, il a été demandé aux participants s'ils avaient vu des reportages ou lu des articles au sujet de l'immigration récemment. Cette discussion a permis de constater que l'immigration n'était pas une question prioritaire pour la plupart des participants : quelques participants seulement dans chacun des groupes ont indiqué qu'ils avaient entendu quelque chose dans les bulletins de nouvelles au sujet de l'immigration récemment. Quelques-uns soupçonnaient ou avaient entendu que les niveaux d'immigration avaient été considérablement réduits pendant la pandémie, puisque les « frontières étaient fermées ».

Certains, en particulier dans les groupes de nouveaux arrivants, avaient entendu parler de l'arriéré administratif à IRCC pendant la pandémie, tandis que d'autres, en particulier dans les groupes qui se déroulaient après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, mentionnaient avoir entendu dire que le Canada acceptait ceux qui fuyaient l'Ukraine ou leur accordait la priorité. Rares étaient ceux qui connaissaient bien les détails à ce sujet, comme le démontrait leur utilisation de l'expression « réfugiés ukrainiens ». Pour clarifier la question dans le présent rapport, ces personnes seront admises au Canada à titre de résidents temporaires, sans demander le statut de réfugié officiel. Cela signifie qu'elles n'obtiendront pas le statut de résident permanent et n'auront aucune incidence sur le plan des niveaux d'immigration. Seuls quelques participants dans l'ensemble des groupes se souvenaient d'avoir entendu parler des niveaux d'immigration ou de la hausse des niveaux d'immigration.

[Traduction] « *L'Ukraine et le traitement accéléré des demandes d'immigration soumises par des Ukrainiens.* » Canada atlantique – petits centres – population en général

On a ensuite présenté aux participants le nombre de résidents permanents que le Canada compte admettre au cours des prochaines années ainsi que leur composition approximative :

---

*Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il prévoit accueillir 432 000 résidents permanents en 2022, 447 000 en 2023 et 451 000 en 2024, ce qui représente près de 1 % de la population canadienne.*

*La composition sera celle-ci :*

- *56 % : soit des immigrants sélectionnés pour leurs compétences, leur niveau de scolarité ou leur expérience professionnelle, soit des membres de la famille de ces personnes*
  - *24 % : des immigrants parrainés par un membre de la famille qui habite au Canada, y compris des conjoints, des enfants, des parents et des grands-parents*
  - *18 % : de réfugiés et de demandeurs d'asile acceptés*
-

En discutant des niveaux proposés de manière générale pour 2022-2024, nombreux sont ceux qui déclaraient qu'il « s'agissait probablement de chiffres appropriés ». Alors que les commentaires les plus fréquents étaient que les chiffres paraissaient élevés, le fait de les mettre en perspective en précisant qu'ils représentaient 1 p. cent de la population du Canada aidait à renforcer l'appui à l'égard de ces niveaux. Nombreux sont ceux qui se sont souvenus de la mention des 960 000 postes à pourvoir, ce qui aidait les participants à considérer que les chiffres proposés étaient appropriés. Également, cet appui était étayé par la supposition générale que les nouveaux arrivants allaient s'établir d'un bout à l'autre du pays.

[Traduction] « *Avec ces chiffres, je crois qu'il s'agit d'un nombre plutôt approprié, ou qui convient au vaste territoire que nous avons ici au Canada.* »

Vancouver – nouveaux arrivants

[Traduction] « *Ce niveau de 1 p. cent de la population du Canada semble correct, c'est justifiable, au moins il y a suffisamment de possibilité pour le reste des gens ici. Un pour cent ne me semble pas irréaliste.* »

Canada atlantique – centres urbains – population en général

Néanmoins, un nombre assez important de participants n'étaient pas certains de disposer de suffisamment de renseignements pour se forger une opinion.

[Traduction] « *Je ne suis pas certain, honnêtement, les chiffres ne veulent rien dire pour moi. J'essaie de situer ce chiffre par rapport à la population canadienne, mais cela ne me frappe d'aucune façon.* »

Région du Grand Toronto – population en général

[Traduction] « *Ouais. Cela semble correct. Je veux dire, je ne sais pas vraiment. Un pour cent, ce n'est pas beaucoup... Cela semble approprié.* »

Prairies – centres urbains – population en général

Dans certains groupes, on a discuté davantage de l'endroit où étaient accueillis les nouveaux arrivants et de l'endroit où ils allaient s'établir. D'un côté, dans certains centres urbains de plus petite taille en particulier, on appuyait l'idée de s'assurer que les nouveaux arrivants allaient vivre – et continuer de vivre pendant un certain temps – dans des communautés de plus petite taille où les besoins pouvaient être importants. Trop souvent, à leur avis, les nouveaux arrivants ne restaient pas longtemps dans leurs communautés et choisissaient rapidement de se rendre dans les plus grands centres urbains qui offrent de meilleures possibilités économiques et où l'on retrouve une plus grande population d'immigrants. À ce sujet, certains participants des grands centres urbains ont indiqué que le nombre d'immigrants leur semblait trop élevé si une partie ou la totalité de ces immigrants étaient pour s'établir dans leurs villes. Les préoccupations soulevées dans ce contexte étaient ici encore rattachées aux répercussions sur le logement et le coût de la vie.

Quelques autres participants ont déclaré que les chiffres étaient trop élevés en général parce qu'ils estimaient que l'on devrait d'abord consacrer plus de ressources au soutien et à la requalification



des personnes vivant déjà au Canada, plutôt que d'accepter un plus grand nombre de nouveaux arrivants ayant aussi besoin de ces mesures de soutien et de ces services.

Dans certains groupes, quelques participants ont déclaré qu'ils n'étaient pas certains d'être d'accord avec les niveaux parce qu'ils désiraient d'abord mieux comprendre la composition proposée, ou parce qu'ils voulaient savoir en quoi ces niveaux se comparaient à ceux des années précédentes.

La composition des catégories récoltait aussi des appuis. Compte tenu des renseignements fournis précédemment sur l'économie du Canada, la reprise économique, les emplois et la main-d'œuvre, le consensus était qu'il serait logique que la catégorie la plus importante soit celle des immigrants qualifiés.

[Traduction] « *Je crois que ce chiffre est parfait tel quel, parce que cela représente 56 p. cent d'immigrants qui possèdent ainsi les compétences requises pour contribuer directement à l'économie, pour travailler et dépenser leur argent, et que nous voulons principalement redonner son élan à notre économie.* » Petits centres – nouveaux arrivants

Cependant, on retrouvait aussi des participants qui considéraient que le nombre de réfugiés devait être plus élevé, en particulier compte tenu de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. De nombreux participants se demandaient si une certaine souplesse était possible concernant les niveaux globaux d'immigration et la composition d'immigrants, et espéraient que tel était le cas, pour que l'on puisse répondre à la nécessité soudaine d'accueillir des réfugiés, compte tenu de l'invasion de l'Ukraine.

« *L'autre chose qui m'inquiète un peu considérant l'actualité avec de qu'est-ce qui se passe en Ukraine. Est-ce que le pourcentage de réfugiés va devoir peut-être changer en réponse à cette guerre-là qui développe puis comment ça va évoluer dans les prochains mois, prochaines années?* » Montréal – population en général

La raison principale fournie pour accroître le nombre de réfugiés était le point de vue moral ou humanitaire, et non pas le point de vue économique. Lorsqu'on leur a demandé quelle autre catégorie devait être réduite pour pouvoir accepter un plus grand nombre de réfugiés, certains affirmaient que cette diminution pouvait provenir de l'une ou l'autre des catégories, alors que la majorité des participants préféraient une diminution de la catégorie de la réunification familiale. Les motifs économiques étaient souvent avancés pour justifier une diminution de la catégorie de la réunification familiale au profit d'un plus grand nombre de réfugiés. Les enfants à charge et les membres de la famille plus âgés étaient considérés comme moins susceptibles de contribuer au pays d'un point de vue économique. D'un autre côté, certains participants ont mentionné l'importance d'inclure les membres de la famille pour favoriser la santé mentale des immigrants et pour accroître la probabilité qu'ils restent au Canada.

Alors que les réfugiés n'étaient pas toujours perçus comme capables d'apporter une contribution (du moins initialement), pour ce groupe, l'idée était seulement que le fait d'accepter les personnes déplacées « était la chose à faire » et que les situations difficiles que vivaient ces personnes l'emportaient sur les arguments économiques.

[Traduction] « *Je me demande en ce moment, notamment pour les réfugiés en raison de ce qui se passe actuellement, si 18 p. cent de réfugiés seront suffisants compte tenu des problèmes actuels que nous observons, par exemple en Ukraine. Il y aura beaucoup de réfugiés si la situation s'aggrave, mais j'aime le fait qu'un grand pourcentage soit accordé aux immigrants qualifiés parce que nous avons besoin de compétences et que ces personnes sont celles qui vont aider l'économie.* » Vancouver – nouveaux arrivants

L'idée qu'une augmentation de la proportion de réfugiés est souhaitable était par ailleurs plus prévalente chez les personnes qui estimaient de manière générale que le Canada devait se concentrer d'abord et avant tout sur les Canadiens et non pas sur l'immigration (qualifiée) – que l'on parle d'emploi d'économie, ou d'autres domaines comme le logement, la crise des opioïdes ou la réconciliation. Ces participants avaient souvent le sentiment que les motifs évoqués pour accepter les réfugiés étaient différents et peut-être plus valides, ou plus en accord avec leurs propres points de vue, selon lequel le Canada acceptait des réfugiés principalement pour aider ces personnes, plutôt que pour aider le Canada – et que c'était une bonne chose.

Lorsqu'on leur demandait de réfléchir aux compétences particulières, à la scolarité ou à l'expérience sur lesquelles le Canada devrait se concentrer, le secteur des soins de santé était le plus souvent mentionné. Les participants de nombreuses régions du pays observaient ou subissaient une grave pénurie dans ce domaine, qu'il s'agisse de médecins, d'infirmières ou de personnes travaillant dans le domaine des soins de longue durée. D'autres secteurs mentionnés étaient l'éducation, et tout particulièrement les aides-enseignants (qui pourraient aider d'autres nouveaux arrivants), les personnes dans les domaines des TI, de la fabrication et de l'agriculture et les personnes de tous les métiers spécialisés, quelques participants ayant insisté sur les soudeurs, les plombiers et les électriciens.

« *Mais santé, je préciserai, on a mentionné médecins et infirmières, mais aussi tout [...] techniciens, techniciennes d'appui dans les soins, comme par exemple dans les résidences pour personnes âgées, tout ce personnel qui œuvre auprès de clientèles plus vulnérables dans les foyers de soins prolongés.* » CLOSM – extérieur du Québec

[Traduction] « *Je crois que les métiers sont un bon exemple. Je vois beaucoup d'offres d'emploi dans les domaines de la construction en ce moment, parce qu'il y a une telle hausse des projets de rénovation et de construction de nouvelles résidences [...]. Alors, assurément, les métiers, les plombiers, les électriciens, c'est ce dont nous avons besoin ici.* » Petits centres – nouveaux arrivants

Alors que l'on appuyait de manière générale la sélection des immigrants fondée sur les compétences, la scolarité ou l'expérience, cela ne signifiait pas nécessairement que seuls les nouveaux arrivants extrêmement éduqués ou professionnels étaient souhaités ou jugés appropriés. On demandait aussi d'accepter des immigrants dans le domaine des métiers, et d'autres prêts et capables d'occuper des postes exigeant peu ou pas de qualifications, en fonction des besoins (locaux) et des postes vacants que les gens observaient dans leurs communautés. Les exemples donnés comprenaient aussi souvent des emplois que l'on considère comme occupés de façon disproportionnée par les nouveaux arrivants, par exemple les nettoyeurs, les cafés, la livraison de nourriture et les chauffeurs de services de covoiturage.

Également, d'autres exemples donnés étaient ceux où le public observait une pénurie de main-d'œuvre, notamment dans les postes de manœuvre ou dans le domaine de la construction ainsi que les postes dans le domaine de la restauration/l'accueil. L'idée générale était que le Canada devrait évaluer avec soin le marché du travail et prioriser l'immigration en fonction de ces besoins, tout en reconnaissant la nécessité d'attirer ceux qui accepteraient généralement de retrousser leurs manches et de faire n'importe quel type de travail qu'on leur offre ou qu'ils peuvent trouver.

[Traduction] « ... par exemple, l'accueil, le tourisme, le travail de conciergerie et tous les postes du domaine de la construction. Je ne suis pas certain, mais assez certain qu'il y a plus de pénuries dans ces types emplois que dans les types d'emplois plus qualifiés. » Vancouver – nouveaux arrivants

Dans le contexte de cette discussion, certains participants ont déclaré qu'ils n'étaient pas convaincus de l'efficacité des pratiques de sélection actuelles du Canada, puisqu'ils connaissaient de nouveaux arrivants très éduqués ou qualifiés qui étaient sans emploi parce qu'ils ne possédaient pas d'expérience canadienne ou parce que leurs titres de compétences étrangers n'étaient pas reconnus. Les participants avaient l'impression que même si le Canada a les meilleures intentions du monde en voulant attirer des immigrants qui possèdent des compétences particulières, ces efforts demeurent vains si ces compétences ne sont pas reconnues une fois les personnes admises au pays ou si du temps et des efforts excessifs sont nécessaires pour qu'elles le soient. Certains participants des groupes de nouveaux arrivants déclaraient également qu'ils connaissaient des personnes extrêmement éduquées qui étaient prêtes à immigrer au Canada et qui seraient sans nul doute aptes et disposées à travailler, mais qui ne « cochaient pas suffisamment de cases » ou qui ne correspondaient pas au bon code de la CNP, ce qui laisse entendre une fois encore que le système actuel devrait être revu.

[Traduction] « Ils peuvent être parfaitement qualifiés, mais vous les obliger à faire n'importe quel travail. J'ai entendu parler de médecins qui doivent conduire un taxi, vous savez, parce qu'ils ne peuvent exercer leur profession. Je crois que certaines situations de ce genre sont stupides. » Prairies – centres urbains – population en général

[Traduction] « [...] le code de la CNP. Je suis convaincu qu'ils obtiendraient nombre de ces emplois, mais les critères exigés et la façon dont ils sont

*présentés excluent beaucoup de gens qui pourraient être des travailleurs qualifiés. » Vancouver – nouveaux arrivants*

Dans la même veine, certains recommandaient que des efforts soient déployés pour assurer que les immigrants possédant des compétences précises qui vivent déjà au Canada et ne peuvent travailler dans leur domaine d'expertise obtiennent les titres de compétences ou la formation appropriés, de sorte qu'ils puissent occuper certains des divers postes vacants.

Même si l'on était d'accord pour accorder la priorité aux personnes parlant au moins l'une des deux langues officielles, on n'estimait pas vraiment nécessaire que le Canada s'efforce d'accroître tout particulièrement le nombre de nouveaux arrivants francophones. La plupart remettaient en question la pertinence ou la réussite éventuelle de la priorité accordée aux immigrants francophones dans les régions autres que le Québec, puisque ces personnes seront confrontées aux mêmes difficultés que n'importe quel autre immigrant qui ne parle pas l'anglais. Les francophones du Québec ont souligné que les efforts de francisation et les formations linguistiques sont plus importants que l'établissement de cibles francophones bien précises. Le seul groupe qui a déclaré son appui à une immigration francophone plus importante dans les régions autres que le Québec était celui où l'on retrouvait des membres de communautés de langue officielle en situation minoritaire à l'extérieur du Québec.

*« Je connais quelques organisations, organismes à Saskatoon qui ont beaucoup, beaucoup de difficultés de remplir des postes francophones parce qu'on n'a pas la main d'œuvre. Les gens qualifiés ne sont pas ici, alors on essaie de faire venir de d'autres provinces. Oui, alors ça me fait penser à ça, justement, on a des postes à remplir en français et peut-être qu'on serait capable d'avoir plus de [immigrants francophones]. » CLOSM – extérieur du Québec*

## Intégration

Les points de vue concernant l'intégration étaient partagés, les participants affirmant souvent que le Canada était prêt d'une certaine façon à intégrer (plus) de nouveaux arrivants, mais qu'il faudrait d'abord aborder des obstacles sociaux ou des enjeux plus vastes avant de pouvoir affirmer que le pays et ses communautés sont entièrement prêts à intégrer facilement de nouveaux arrivants. L'un des sujets souvent amenés dans le cadre de cette discussion était la crise du logement actuelle, qui était considérée comme le principal obstacle.

*« Je pense qu'on a un gros problème de logement à prix abordable pour nous, puis je me dis « ça va être la même chose pour eux aussi. » Québec – petits centres – population en général*

Nombreux sont ceux qui ont expliqué que le Canada est, et a toujours été, tolérant, ouvert à l'immigration et prêt à accueillir de nouveaux arrivants et à les aider à prospérer. Le Canada était souvent décrit comme un « pays d'immigrants » dans ce contexte. L'intégration était généralement expliquée ou vécue comme quelque chose qui se fait d'une personne à une autre,

ou au niveau communautaire, mais certains ont aussi parlé de la société canadienne dans son ensemble, y compris des gouvernements (par l'entremise de programmes officiels) qui facilitent l'intégration et en sont responsables.

[Traduction] « *Je crois que la société canadienne est très tolérante et pour cette raison, je crois que nous sommes plus conciliants envers les personnes de différents pays, de différents antécédents, etc.* » Ontario – petits centres – population en général

« *Ils, elles arrivent ici avec une belle motivation et l'envie de s'intégrer. Et la très, très grande majorité veut travailler et bien s'intégrer à la population.* » Québec – petits centres – population en général

En revanche, le niveau de connaissance des services gouvernementaux n'était pas très approfondi, et ces services n'étaient pas souvent pris en compte dans la discussion sur l'intégration, à moins que l'on insiste. Lorsqu'on leur posait la question, les participants déclaraient que les gouvernements devraient s'efforcer d'aider les nouveaux arrivants à trouver un logement, à s'y retrouver dans les services gouvernementaux, les services d'éducation ou la formation professionnelle, l'accès aux soins de santé primaires et la formation linguistique.

On mentionnait souvent que l'état de préparation, l'aptitude ou la capacité à intégrer de nouveaux arrivants variaient grandement à l'échelle du pays, et qu'une différence était observée entre les grandes villes, les villes de plus petite taille ou les communautés éloignées et du Nord. Selon les participants, cet élément devrait être pris en considération au moment d'accepter et de réinstaller de nouveaux arrivants.

Les personnes vivant dans de plus petits centres à l'échelle du pays, y compris dans les communautés du nord et autochtones jugées moins diversifiées que les centres urbains, étaient plus susceptibles de déclarer que malgré l'espace physique plus grand, les ressources et les mesures de soutien offertes les nouveaux arrivants dans leur région n'étaient pas suffisantes et que ces ressources étaient beaucoup moins importantes que dans les villes affichant de très grandes concentrations de nouveaux arrivants. Certains nouveaux arrivants qui vivent ou avaient vécu dans des communautés de plus petite taille faisaient écho à cette affirmation et déclaraient que cela correspondait à leur expérience.

[Traduction] « *Je suis venu directement au Yukon, et je ne vivais même pas à Whitehorse, mais à deux heures de la grande ville. Je me suis adressé à une organisation multiculturelle. Je crois qu'il s'agissait d'une organisation non gouvernementale qui aidait les immigrants, mais le problème était que je devais faire deux heures de route pour y aller, puis deux heures pour revenir chez moi si je voulais me prévaloir de leurs services.* » Vancouver – nouveaux arrivants

[Traduction] « *Oui, j'ai vécu à Calgary [...] il y avait en effet plusieurs programmes pour les nouveaux arrivants. Il y a l'anglais langue seconde, je*

*sais que des églises offrent des repas de bienvenue [...] Maintenant à Golden, c'est une ville beaucoup moins grande et je ne vois pas de tels services. Dans une grande ville, oui, dans les plus petites villes, probablement pas. » Ouest du Canada – Autochtones*

Il a également été mentionné que dans les plus petites communautés, l'acceptation des minorités visibles pouvait représenter un plus grand défi pour d'autres raisons, notamment parce que les personnes sont parfois moins habituées et moins disposées à accepter de nouveaux arrivants. Parallèlement, les participants des plus petites communautés étaient aussi plus susceptibles d'affirmer que l'on avait plus besoin de l'immigration dans leur région, qu'ils constataient que les employeurs éprouvaient des difficultés à trouver du personnel et qu'ils voyaient des gens quitter leurs régions pour s'installer dans les centres urbains.

Lorsqu'il s'agissait de prioriser l'établissement dans les plus grandes villes du Canada, on considérait qu'une telle stratégie serait plus logique parce qu'on y retrouve plus de ressources et de soutien communautaire.

*[Traduction] « Quel type de réflexion mène-t-on au sujet de l'endroit où ils vont s'installer? De toute évidence, les principaux centres urbains vont être plus enclins à accepter les nouveaux arrivants et en mesure de garder certains groupes ensemble, de sorte qu'ils puissent s'adapter ensemble et se soutenir les uns les autres tout au long de leur transition. » Ouest du Canada – petits centres – population en général*

En revanche, les participants des centres urbains en particulier ont mentionné que le prix et la disponibilité du logement étaient les principaux obstacles à l'accueil et à l'intégration d'un plus grand nombre de nouveaux arrivants dans leurs communautés. On considérait que cette question devrait être abordée en premier lieu, d'autant plus qu'un plus grand nombre de nouveaux arrivants signifie qu'un plus grand nombre de gens auront besoin d'un logement abordable, en plus de ceux qui sont déjà sur le marché pour trouver une résidence.

À ce sujet, des préoccupations étaient soulevées concernant la densité de la population dans les grands centres urbains; des participants de la région du Grand Toronto et de Vancouver en particulier se demandaient non seulement comment les nouveaux arrivants pouvaient se permettre de vivre dans leurs villes, mais aussi à quel endroit il était possible de construire plus de logements pour accueillir un plus grand nombre de nouveaux arrivants. On estimait aussi que la situation était exacerbée dans ces régions puisqu'il s'agissait déjà de régions urbaines où l'on retrouve de grandes populations d'immigrants qui sont plus susceptibles d'attirer davantage de nouveaux arrivants que le reste du pays. Les participants de ces régions suggéraient que d'autres régions du pays, soit des centres urbains plus petits, soit des régions plus rurales, seraient peut-être de meilleures options pour accueillir, et par conséquent intégrer, de nouveaux arrivants.

*[Traduction] « Je vis à Scarborough. Il me serait donc difficile de trouver une personne qui n'est pas immigrante. Mais je dirais que non, [...] la densité de population dans cette région est également très élevée et je pense en termes*

*de [...] quantité d'espace où ils peuvent insérer des immeubles. » Région du Grand Toronto – population en général*

Il convient toutefois de souligner que d'autres participants de l'extérieur des centres urbains, par exemple des centres urbains ou des communautés de plus petite taille ou du Nord, mentionnaient souvent que le logement constituait un problème dans la région également.

*« On n'a pas d'hébergement. On a comme deux ou trois maisons qui sont présentement à vendre, c'est tout. Il y a pas d'appartements. » CLOSM – extérieur du Québec*

[Traduction] *« Je crois de toute façon que le plus gros obstacle ici est le logement. Ils ne sont tout simplement pas suffisants et ne sont pas abordables. » Canada atlantique – petits centres – population en général*

[Traduction] *« [Les nouveaux arrivants doivent savoir] que nous sommes en concurrence pour trouver le logement, que nous sommes en concurrence pour obtenir des emplois qui offrent un salaire de subsistance. Comme les gens qui vivent déjà ici éprouvent des difficultés, les nouveaux arrivants ne font qu'ajouter au problème, et ce n'est pas qu'ils sont nécessairement un fardeau, c'est seulement le marché dans lequel vous arrivez. » Vancouver – population en général*

Certains participants ont aussi déclaré que le Canada ne serait pas prêt à accepter davantage d'immigrants tant que d'autres enjeux sociaux auxquels sont confrontés les Canadiens ne seraient pas abordés. Ces participants s'attardaient tout particulièrement à la reprise postpandémie, y compris au chômage et à la reprise économique. Certains participants autochtones ont aussi mentionné dans ce contexte que la priorité devait être accordée à la réconciliation ou au règlement des problèmes dans les réserves.

[Traduction] *« Avant de pouvoir offrir notre aide aux autres, nous devons prendre soin de ce qui se passe ici. Nous vivons des moments étranges, le coût de la vie est... » Ouest du Canada – petits centres – population en général*

[Traduction] *« Comment pouvons-nous justifier une hausse de l'immigration alors que nous sommes incapables de fournir de l'eau potable à nos propres citoyens? C'est tout à fait ridicule. » Ouest du Canada – Autochtones*

Certains nouveaux arrivants en particulier ont dit observer et faire l'expérience d'un pays divisé, et considérer qu'il y avait encore du travail à faire pour rassembler tout le monde afin d'établir ou de rétablir une identité canadienne plus cohésive, avant de pouvoir arriver à intégrer un plus grand nombre de nouveaux arrivants. D'autres, ici encore dans les groupes de nouveaux arrivants, ont mentionné que pour des raisons administratives, le pays n'était pas prêt à traiter un plus grand nombre de nouveaux arrivants en ce moment, compte tenu des arriérés actuels.

[Traduction] « *J'ignore si nous pouvons ou non les soutenir, mais je sais sans aucun doute que le processus d'immigration en tant que tel n'est absolument pas en mesure d'accepter plus que le nombre prévu, certaines demandes qui datent d'avant 2019 n'étant même pas sur le point d'être traitées.* »  
Vancouver – nouveaux arrivants

L'idée que tous peuvent jouer un rôle dans l'accueil des nouveaux arrivants était généralement comprise, acceptée et approuvée. Sur le plan personnel, de nombreux participants ont déclaré qu'ils s'estimaient eux-mêmes accueillants et utiles, certains racontant souvent des moments où ils bavardaient avec de nouveaux voisins ou membres de la communauté et les aidaient et les soutenaient par de nombreux (petits) gestes. Le fait de « les traiter comme n'importe qui d'autre » et de faire preuve de respect à leur égard était vu comme des preuves qu'ils étaient accueillants envers les nouveaux arrivants.

[Traduction] « *Pour qu'une communauté soit accueillante, lorsque vous pensez à la communauté, vous pensez davantage à des événements sociaux et au fait de connaître vos voisins, [...] pour qu'une communauté soit accueillante à l'égard de ses nouveaux membres, je crois que c'est exactement la même chose.* » Ontario – petits centres – population en général

[Traduction] « *Nous voyons des gens emménager dans les immeubles régulièrement et nous nous arrêtons pour bavarder avec eux.* » Prairies – centres urbains – population en général

Parmi les nouveaux arrivants en particulier, nombreux sont ceux qui ont dit être heureux de redonner aux autres l'aide qu'ils avaient reçue à leur arrivée au Canada.

Aider les nouveaux arrivants à trouver des emplois, à s'y retrouver dans le système, à obtenir des services (comme les services bancaires, Services Canada, l'inscription des enfants à l'école, etc.), à comprendre le système scolaire et à mener des activités quotidiennes, par exemple faire des courses, étaient également considérés comme des aspects importants de l'intégration auxquels « chacun » peut participer de façon individuelle. D'autres ont mentionné les communautés qui unissaient leurs efforts d'une façon plus organisée, notamment par l'entremise d'organisations bénévoles, de clubs ou d'écoles, afin d'aider les nouveaux arrivants à s'intégrer dans leur nouvelle communauté. Règle générale, les participants considéraient que ces mesures de soutien étaient mieux organisées au niveau communautaire ou local que dans le cadre de programmes gouvernementaux formels.

[Traduction] « *Je songeais aux écoles également. Par exemple, si vous avez 30 jeunes dans une classe et que l'enseignant dit, nous avons cette nouvelle famille qui arrive, lesquels parmi vous sont prêts à les aider?* » Alberta – centres urbains – population en général

Certains participants autochtones ont suggéré qu'avec leurs communautés, ils pouvaient aider les nouveaux arrivants à découvrir le passé colonial du Canada et les efforts de réconciliation.



Dans certains centres de plus petite taille en particulier, les participants ont mentionné qu'ils n'avaient pas le sentiment que leurs communautés étaient très accueillantes. Certains ont parlé de racisme caché ou explicite, de la peur que les nouveaux arrivants volent leurs emplois (en travaillant pour des salaires moins élevés, par exemple) ou qu'ils ne puissent prendre leur place au sein de leur communauté en raison de leurs habitudes différentes ou parce qu'ils ne parlent pas leur langue.

Les nouveaux arrivants, réfléchissant à leur processus d'intégration au moment de leur arrivée, parlaient principalement du soutien reçu par l'intermédiaire de leur communauté et au sein de celle-ci, plutôt que de s'attarder aux mesures de soutien plus formelles ou gouvernementales reçues. Ils déclaraient généralement que les personnes ou les groupes qui les avaient le plus aidés étaient le plus souvent des groupes de membres de leurs communautés d'origine déjà établis, des églises ou des mosquées, ou encore des proches et des amis qui avaient immigré avant eux. Ils avaient trouvé de l'aide en personne et en ligne, par exemple par l'intermédiaire de groupes communautaires sur Facebook. Certains nouveaux arrivants qui fréquentaient l'école à leur arrivée ont mentionné des mentors et des enseignants qui les avaient aidés de différentes façons, par exemple en leur portant une attention supplémentaire en classe, ou en offrant du soutien à l'apprentissage de l'anglais ou à la rédaction d'un curriculum vitæ.

[Traduction] « *Lorsque je suis arrivée, j'ai obtenu du soutien principalement d'amis et de membres de ma famille, la plupart provenant du même pays que moi. [...] Ainsi, je crois que c'est probablement la même chose pour la majorité des gens. Chez la plupart des immigrants, chacun a sa propre communauté et s'ils ont besoin d'aide, ils s'adressent probablement d'abord à leur propre communauté, mais cela ne signifie pas qu'ils n'obtiennent pas d'aide ou de soutien d'autres personnes.* » Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants

[Traduction] « *Les groupes Facebook – on retrouve un groupe très bien établi appelé "Irlandais à Vancouver" ».* Vancouver – nouveaux arrivants

[Traduction] « *Lorsque j'ai dû venir au Canada, j'ai trouvé au sein de la communauté allemande de très bonnes ressources et il y avait aussi des travailleurs communautaires qui m'ont aidé à trouver l'emploi [...] ils m'ont aidé à trouver une friperie et différents programmes pour m'aider à obtenir ce dont j'avais besoin au début. Également, pour l'impôt, ils aident à produire la déclaration de revenus ici et il est bien de constater tout simplement qu'ils sont à proximité et vous offrent certaines activités de socialisation. J'ai eu beaucoup de chance que cela se trouve dans ma communauté d'accueil.* » Petits centres – nouveaux arrivants

Quelques-uns ont mentionné de petites organisations non gouvernementales (ONG) qui les avaient aidés, mais on n'avait pas vraiment l'impression que le gouvernement du Canada avait joué un rôle concret important pour favoriser leur intégration. Lorsque l'on insistait, seulement quelques-uns mentionnaient des services précis qu'ils connaissaient ou auxquels ils avaient eu accès. Principalement, Services Canada était mentionné comme l'organisme gouvernemental

ayant été le plus utile. Personne ne connaissait les renseignements fournis par IRCC au sujet des mesures de soutien en santé mentale s'adressant aux nouveaux arrivants, ou la publicité et les promotions au sujet d'un tel programme.

[Traduction] « *J'ai fait l'expérience de l'ensemble des services d'immigration, mais en toute honnêteté, je n'ai jamais... Je n'ai en fait tout simplement pas eu besoin, vous savez, de m'adresser à des personnes que je ne connaissais pas et à les déranger avec des questions lorsque... je serai honnête. Parfois, il est plus facile de poser des questions dans sa propre langue et de s'adresser aux personnes de son pays parce qu'ils ont connu la même expérience que nous.* » Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants

[Traduction] « *Il y a un salon de l'immigration auquel j'ai assisté avant même de venir au Canada pour faire du réseautage en vue de m'assurer une sécurité d'emploi.* » Vancouver – nouveaux arrivants

Lorsqu'on leur demandait de réfléchir à la façon dont le gouvernement du Canada devrait communiquer avec les nouveaux arrivants au sujet de ses services, et à quel moment il devrait le faire, on a suggéré que des trousse de renseignements soient disponibles à leur arrivée dans les aéroports, et que des renseignements soient fournis à des moments clés ou aux principaux endroits où les nouveaux arrivants doivent se présenter, par exemple en personne ou par courriel pour obtenir un numéro d'assurance sociale auprès de Service Canada, ou en ligne/par courriel lorsqu'ils remplissent des documents dans le cadre du processus d'immigration. Les participants avaient le sentiment que le gouvernement du Canada savait comment les joindre et qu'il devrait profiter des voies préétablies pour communiquer de l'information au sujet des programmes et services.

De rares nouveaux arrivants ont mentionné une « trousse destinée aux nouveaux arrivants » qu'ils avaient reçue, mais la plupart estimaient que les renseignements qui y figuraient n'étaient pas suffisamment clairs ou nécessairement utiles lorsqu'il s'agissait de s'y retrouver dans une nouvelle société.

[Traduction] « *Je crois que lorsqu'ils arrivent au Canada en tant que résidents permanents, on devrait leur remettre un livret de renseignements ou leur faire parvenir par courriel, puisque c'est la façon la plus facile de communiquer avec certaines personnes qui ne suivent pas nécessairement Twitter.* » Petits centres – nouveaux arrivants

[Traduction] « *Je crois que lorsque la personne obtient son numéro d'assurance sociale – c'est probablement la première chose que tous doivent faire – ils pourraient facilement préparer une trousse d'information et la remettre aux nouveaux arrivants.* » Vancouver – nouveaux arrivants

Il a également été suggéré de joindre les nouveaux arrivants là où ils se trouvent, par exemple dans les centres communautaires ethniques ou les lieux de culte. Par exemple, il a été proposé d'installer des affiches à ces endroits.

[Traduction] « *Je suis certaine que je me suis rendue dans ces centres communautaires et à d'autres endroits fréquentés par tous les nouveaux arrivants. Il serait peut-être utile de faire quelque chose, de la publicité, je ne sais trop... Placer une affiche ou autre chose pour communiquer avec ces nouveaux arrivants.* » Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants

## Réfugiés afghans

Les plus récents reportages au sujet des réfugiés afghans dont les gens se souvenaient remontaient généralement à la fin de l'été 2021, alors que le Canada travaillait activement à réinstaller des Afghans après la prise de contrôle par les talibans. Depuis, très peu avaient obtenu des mises à jour à ce sujet. Les participants se souvenaient peu ou pas des cibles de réinstallations précises pour le Canada.

La question des plans du gouvernement du Canada visant à admettre 40 000 réfugiés afghans sur deux ans a été abordée, et cette idée a été bien accueillie par la majorité des participants. On expliquait souvent cet appui par un appui général à l'admission de réfugiés, plutôt qu'à une compréhension approfondie ou à une appréciation des chiffres réels présentés.

[Traduction] « *Je suis de tout cœur avec les réfugiés ou avec toute personne qui demande l'asile au Canada. Nous avons eu tellement de chance en ayant la possibilité de vivre ici, pourquoi pas eux aussi?* » Vancouver – nouveaux arrivants

[Traduction] « *J'ignore si 40 000 immigrants représentent trop ou trop peu, mais à mon avis, l'accueil d'immigrants afghans au Canada après ce que ces personnes ont vécu est un geste extrêmement positif, et nous devons le poser.* » Ontario – petits centres – population en général

Dans la plupart des groupes, on savait que le Canada avait l'intention de réinstaller ceux qui ont « travaillé pour le Canada », ce qui était vu comme une bonne pratique. Lorsque cette information était nouvelle pour eux, elle aidait souvent à raffermir leur appui. Un niveau élevé de soutien était observé lorsqu'on parlait d'inclure ce groupe ou de lui accorder la priorité, non seulement par obligation morale, mais aussi parce que ces réfugiés étaient plus susceptibles de parler anglais, d'être éduqués et de posséder des qualifications jugées précieuses pour le Canada, ce qui amenait les participants à s'attendre à ce que ces personnes soient en mesure de trouver des emplois plus facilement.

On appuyait également l'idée de cibler d'autres groupes en vue d'une réinstallation, par exemple des dirigeantes, des défenseurs des droits de la personne, des journalistes, des minorités religieuses persécutées, des personnes LGBTI et des membres de la famille d'interprètes

réinstallés antérieurement qui seraient exposés à des risques s'ils devaient demeurer dans leur pays.

[Traduction] « *Je crois que nous avons la responsabilité première d'aider les Afghans qui nous ont soutenus tout au long du conflit, n'est-ce pas? Ils ne devraient pas être laissés derrière dans la souffrance.* » Ouest du Canada – Autochtones

Seuls de rares participants ont exprimé des préoccupations à l'égard de l'admission de réfugiés afghans tout particulièrement, soulignant l'ampleur des différences entre la société, la culture, les croyances religieuses et les habitants de l'Afghanistan et du Canada. Quelques participants qui s'opposaient à l'accueil des réfugiés afghans ont déclaré que le Canada allait inévitablement permettre que des éléments criminels entrent au pays dans le cadre de cette politique. Ceux qui étaient de cet avis n'étaient généralement pas convaincus du contraire par les renseignements fournis au sujet des vérifications de la sécurité et des casiers judiciaires.

L'on s'attendait à ce que ce groupe ne soit pas homogène et à ce que la facilité d'intégration dépende dans une certaine mesure de la personne et des circonstances propres à chacune. C'était particulièrement le cas compte tenu des plans visant à réinstaller de nombreux Afghans extrêmement éduqués qui ont déjà travaillé avec ou pour des groupes canadiens ou pour le gouvernement, qui connaissent déjà probablement les Canadiens et des aspects de la société canadienne et qui parlent déjà anglais. L'intégration était aussi souvent corrélée avec le fait d'être apte à l'emploi – les personnes possédant des qualifications avantageuses pour le Canada ou plus scolarisées étaient souvent vues comme moins susceptibles d'être confrontées à des obstacles en matière d'intégration. L'on s'attendait à ce que ces groupes de réfugiés afghans aient plus de facilité à s'intégrer et à ce qu'ils aient « une longueur d'avance ».

[Traduction] « *Pour ce qui est des Afghans, ne seraient-ils pas extrêmement qualifiés [...] nous les avons formés. Ils ont rebâti le pays. Nous leur avons donné de la formation dans les domaines des services militaires, policiers et d'incendies. Je pense donc que l'on retrouve de nombreux travailleurs qualifiés dans ce groupe qui pourraient réellement aider l'économie d'ici. [...] Et comme ils ont travaillé de concert avec l'Occident, ils pourraient être plus en mesure de s'adapter ici.* » Canada atlantique – petits centres – population en général

Parallèlement, il était également attendu que certains réfugiés ne fassent pas partie de ces catégories, qu'ils ne soient pas familiers avec le Canada, qu'ils ne parlent pas l'une des langues officielles et qu'ils ne soient pas nécessairement prêts à s'intégrer rapidement, ou à ce qu'ils aient besoin de plus de soutien pour réussir leur intégration.

Par conséquent, si les participants déclaraient que l'intégration des réfugiés afghans représentait un problème, c'était souvent rattaché à l'idée qu'il existe d'importantes différences culturelles, religieuses, linguistiques ou autres entre la société afghane et la société canadienne et que ces différences allaient être difficiles ou impossibles à surmonter. Ce point de vue était exprimé par une minorité de participants seulement.

[Traduction] « *Parfois, ces personnes qui peuvent venir de cultures spéciales arrivent ici et elles veulent que nous respections leur culture et alors elles ont tendance à nous dicter comment nous devons les respecter. C'est donc une préoccupation pour moi.* » Alberta – grands centres urbains – population en général

En revanche, certains participants, y compris des nouveaux arrivants de pays de la région, ont mentionné qu'ils connaissaient des Afghans et que ces derniers étaient travailleurs, qu'ils parlaient souvent plusieurs langues et qu'ils étaient généralement des « gentils ».

[Traduction] « *Ayant grandi en Iran, j'ai rencontré de nombreux Afghans qui venaient en Iran... qui s'y rendaient pour travailler. [...] ce sont des personnes très travaillantes, très gentilles et très intelligentes. Ainsi, ils méritent de vivre à un endroit où ils pourront faire valoir leurs talents et leurs capacités, et ils devraient pouvoir travailler et vivre comme n'importe qui d'autre.* » Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants

En ce qui a trait aux types de mesures de soutien particulières dont les réfugiés afghans allaient avoir besoin, nombre des participants étaient d'avis que ces réfugiés allaient exiger les mêmes ressources, mesures d'aide et services gouvernementaux et communautaires que les autres réfugiés, y compris une formation professionnelle, une formation linguistique, et de l'aide pour trouver un logement et pour accéder à des services. Ici encore, compte tenu de ce qui avait été abordé au sujet des groupes d'Afghans auxquels le Canada accorde la priorité de réinstallation, par exemple ceux qui entretiennent déjà des liens avec l'armée ou l'ambassade canadienne, ou encore les personnes extrêmement éduquées, on affirmait que certains segments de ce groupe n'étaient pas considérés comme étant particulièrement pauvres ou nécessitant des niveaux élevés de soutien.

Cependant, les participants ont mentionné à de nombreuses reprises que les mesures de soutien en santé mentale pour aider à affronter les traumatismes étaient très importantes et qu'elles seraient nécessaires pour les réfugiés, et pour les réfugiés afghans en particulier, en raison de la guerre et des bouleversements dont ils ont été victimes.

[Traduction] « *Non, de manière générale, ils ne seraient pas différents des réfugiés d'un autre pays, seulement la même chose pour tout le monde.* » Ouest du Canada – petits centres – population en général

[Traduction] « *... de toute évidence, du soutien en santé mentale...* » Canada atlantique – centres urbains – population en général

Même si, dans l'ensemble, les participants estimaient que ces mesures de soutien allaient être facilement mises à leur disposition, certains étaient préoccupés de manière générale par le coût des ressources exigées du gouvernement du Canada pour réinstaller un si grand nombre de réfugiés, indépendamment de leur pays d'origine.

[Traduction] « *Du soutien devrait être offert par mon voisin immédiat, et jusqu'au niveau du gouvernement, ainsi que par l'hôpital, par tout le monde.* »  
Alberta – grands centres urbains – population en général

Les participants étaient peu nombreux à avoir pensé à aider personnellement des réfugiés afghans à s'intégrer ou à se réinstaller. Cependant, des participants ont fait des suggestions au sujet des gestes qu'ils pourraient poser, par exemple faire don de vêtements et d'articles ménagers, ou prendre du temps pour aider les gens à se familiariser avec leur communauté et avec les ressources offertes. Les participants seraient surtout aptes à aider ou à offrir du soutien s'ils étaient abordés par un groupe ou une organisation (p. ex. leur église, leur équipe sportive locale, etc.); ils ne croyaient pas qu'ils allaient chercher d'eux-mêmes de façon proactive un moyen d'offrir du soutien individuellement.

[Traduction] « *Je crois que ce serait une bonne idée d'ouvrir quelque chose comme un centre communautaire ou autre chose du genre, où chaque week-end par exemple, les gens pourraient se réunir, échanger, manger, vous savez, faire une activité qui aiderait les nouveaux arrivants à se sentir les bienvenus.* » Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants

[Traduction] « *Seulement les guider, leur donner les numéros de téléphone des personnes avec lesquelles ils doivent communiquer. Peut-être les aider en faisant quelques appels pour eux, en leur donnant des renseignements sur la ville où ils se trouvent, le contexte et la façon dont les choses fonctionnent ici, puisque tout est nouveau pour eux.* » Ontario – petits centres – population en général

[Traduction] « *[La] communauté aiderait elle aussi. Même si cela leur procure seulement un emploi au premier échelon pour commencer, avec un petit appartement, des meubles, de la nourriture, et ainsi de suite.* » Alberta – centres urbains – population en général

[Traduction] « *Je ne sais pas. Cela dépend de la personne, de liens qu'elle entretient. Je ne fréquente pas une église, ni un centre communautaire, comment les joindre, je ne sais pas.* » Ontario – petits centres – population en général

Seuls quelques participants connaissaient le processus de parrainage privé, par exemple parce que leur église avait déjà parrainé des familles. Ils ont déclaré qu'il s'agissait d'un bon programme, mais que le processus était compliqué et qu'il exigeait un effort concerté ainsi que du temps et des ressources considérables pour réussir.

### Migration irrégulière

L'immigration irrégulière à la frontière canado-américaine n'était pas au premier plan des préoccupations. En fait, il ne s'agissait pas d'un sujet auquel de nombreuses personnes avaient

réfléchi ou dont elles se souvenaient avoir entendu parler ou lu récemment. Dans la plupart des groupes, un ou deux participants se souvenaient d'histoires dans les bulletins de nouvelles concernant une famille ayant fui vers les États-Unis en traversant la frontière du Manitoba, ce qui avait entraîné des décès.

[Traduction] « ... ce qui s'est produit à la frontière d'Emmerson au Manitoba [...] Il y a eu quelque chose comme cinq personnes mortes de froid, elles franchissaient la frontière et n'étaient pas passées des États-Unis au Canada, mais du Canada aux États-Unis. » Canada atlantique – centres urbains – population en général

Dans quelques groupes, un participant se souvenait avoir lu des articles au sujet de l'immigration irrégulière à Lacolle, au Québec. Du reste, les participants se souvenaient qu'il s'agissait d'un problème bien plus important avant la pandémie ou pendant l'ancienne administration américaine. Les participants étaient plus susceptibles de se souvenir des détails concernant Lacolle, au Québec, ou le chemin Roxham lorsqu'ils vivaient en Ontario, au Québec et dans le Canada atlantique.

[Traduction] « Il s'agit d'anciennes nouvelles, mais quel était le nom de ce passage d'immigrants au Québec? Était-ce le chemin Roxbury? » Ontario – petits centres – population en général

« C'était plus durant la période de Trump où il avait commencé à expulser des immigrants en situation irrégulière. C'est là qu'on a eu, que les frontières canadiennes, il y avait des masses de personnes qui voulaient les traverser et demander refuge. » Montréal – population en général

Dans l'ensemble, seule une poignée de personnes disaient être au courant des détails, par exemple les coûts de la migration irrégulière pour le Canada. De rares participants, dans les groupes de nouveaux arrivants en particulier, ont mentionné qu'ils avaient appris ce fait dans le cadre de leurs lectures sur l'immigration canadienne. La sensibilisation à l'Entente sur les tiers pays sûrs et son lien avec les personnes qui ont recours à la migration irrégulière était très faible et la majorité des groupes ne mentionnaient pas cette question. Quelques séances tenues au Québec ont mentionné le nom de l'entente.

[Traduction] « J'ai entendu dire qu'il s'agit d'un réel problème, et que c'est très coûteux. Il en coûte 14 000 \$ par personne qui franchit illégalement la frontière, et dans l'ensemble, des millions de dollars pour le gouvernement canadien. » Région du Grand Toronto – nouveaux arrivants

Après avoir brièvement exploré ce que les participants avaient entendu au sujet de l'immigration irrégulière, les renseignements suivants ont été communiqués dans le cadre de la discussion sur ce sujet :

---

*Les demandeurs d'asile sont des gens qui viennent au Canada et qui demandent l'asile, disant qu'ils ne peuvent retourner dans leur pays par crainte de danger ou persécution. Ces gens peuvent présenter une demande une fois qu'ils sont au Canada, ou demander l'asile à leur arrivée à la frontière. Il y a deux façons de demander l'asile :*

- *Par les voies habituelles, c'est-à-dire aux points d'entrée officiels (aéroports, frontières terrestres ou ports maritimes)*
- *Par des voies irrégulières, ce qui signifie qu'ils arrivent au Canada entre les points d'entrée officiels, comme le chemin Roxham Road à Lacolle, au Québec, et sont interceptés par la GRC et, s'ils sont admissibles, demandent l'asile*

*Peu importe la manière dont ils font leur demande, tous les demandeurs d'asile doivent satisfaire les exigences d'admissibilité, lesquelles incluent les vérifications de sécurité, des vérifications judiciaires et les mesures de santé, comme les protocoles de sécurité de la COVID-19.*

---

Même après avoir pris connaissance de ces renseignements, les participants étaient très peu au courant des détails concernant les demandeurs d'asile et ceux qui entrent par des voies irrégulières. La plupart considéraient qu'il ne s'agissait pas actuellement d'un problème important ou très prévalent, sans quoi ils en auraient déjà entendu parler. Parce que les niveaux de sensibilisation et de connaissance au sujet des détails de cette question étaient peu élevés, on observait une tendance à une certaine confusion à ce sujet. Dans l'ensemble, les opinions étaient nuancées et les questions posées donnaient souvent lieu à encore plus de questions plutôt qu'à des opinions clairement énoncées. Par exemple, les questions portaient souvent sur la raison pour laquelle les gens avaient recours à des voies irrégulières.

Cela se traduisait aussi souvent par le sentiment général que ceux qui demandent l'asile au Canada, quelle que soit la façon dont ils entrent, devraient avoir la possibilité de faire valoir leurs arguments et de rester au pays jusqu'à ce que leur demande soit tranchée. Comme pour les réfugiés, la plupart estimaient que les demandeurs d'asile ont sûrement de bonnes raisons pour fuir leur pays et que le Canada a l'obligation, morale et juridique, de protéger les personnes vulnérables et de les accepter si elles s'exposent à un risque en retournant dans leur pays d'origine.

*« Moi je pense qu'on se doit de les recevoir, puis d'évaluer leur dossier, leur claim. Est-ce que c'est vraiment une demande d'asile? Puis justement, faire les vérifications de sécurité et judiciaires. Après malheureusement, il y en a qui passent pas, mais oui, moi, je pense qu'on se doit de les accueillir. »*  
Montréal – population en général



[Traduction] « *Je serais d'accord pour un processus de contrôle qui assure qu'ils viennent ici pour une bonne raison, puis qu'ils ne sont pas malhonnêtes, et du moment qu'ils satisfont à tous les critères et qu'ils suivent tous les processus, je n'ai pas d'objection.* » Ouest du Canada – petits centres – population en général

Alors que la majorité estimait que les demandeurs d'asile devraient être autorisés à suivre le processus de soumission d'une demande, indépendamment de leur point d'entrée, certains estimaient que les personnes qui empruntent des voies irrégulières devraient faire l'objet d'un examen plus approfondi. Certains ont expliqué que la moralité d'une personne « qui tente de faire quelque chose clandestinement » peut en général être mise en doute, que cette personne a peut-être quelque chose à cacher ou qu'elle emprunte cette voie parce qu'elle sait qu'elle ne sera pas acceptée si elle suit une voie régulière ou légitime.

« *C'est certain qu'on peut pas être entièrement naïf sur qui pourrait prendre des chemins moins conventionnels, des voies irrégulières parce qu'il pourrait y avoir des gens, carrément des terroristes, des gens qui veulent causer du trouble social dans un pays.* » CLOSM – extérieur du Québec

Pour la majorité, cependant, les personnes qui s'exposent aux risques flagrants posés par les voies irrégulières plutôt que d'emprunter d'autres voies étaient vues comme des personnes désespérées et ayant cruellement besoin de l'aide du Canada. Par conséquent, le fait d'entendre leur demande et de les aider était considéré comme particulièrement important. Personne n'a suggéré de les renvoyer sans leur donner cette possibilité.

Seuls quelques rares participants se sont demandé pourquoi les demandeurs d'asile qui arrivent des États-Unis n'y demandent pas l'asile. Sauf pour le soutien fourni (p. ex. personnel militaire, tentes, etc.), on observait également une connaissance très limitée de la réponse du Canada aux demandeurs d'asile.

[Traduction] « *Je ne me souviens pas des mesures mises en place par le gouvernement pour y mettre fin. Je crois que notre frontière est si peu contrôlée qu'il est difficile d'y mettre fin.* » Est du Canada – Autochtones

## Annexe 1 – Méthodologie

La méthodologie de recherche consistait en seize groupes de réflexion en ligne. Les participants venaient de régions rurales et urbaines de l'ensemble du pays et de communautés de plus petite taille (y compris des communautés du PPICRN); en plus des groupes représentatifs de la population générale (adultes canadiens âgés de 18 ans et plus), les publics cibles étaient composés de nouveaux arrivants vivant au Canada depuis 2011 et d'Autochtones.

Les séances se sont déroulées en ligne du 22 février au 7 mars 2022. Elles duraient en moyenne deux heures. Qorus avait la responsabilité d'assurer la coordination de tous les aspects du projet de recherche, incluant la conception et la traduction du questionnaire de présélection des participants et du guide du modérateur, d'assurer la coordination de tous les aspects du recrutement des participants, d'assurer la coordination de la plateforme en ligne pour les groupes de réflexion et la logistique s'y rattachant, d'animer toutes les séances et de produire les rapports requis une fois la collecte de données terminée.

La possibilité de tenir cette recherche au moyen d'une plateforme en ligne a permis à l'équipe de recherche de jouir d'une plus grande souplesse et d'une plus grande latitude du point de vue de l'empreinte géographique à prendre en considération, comparativement à une méthodologie supposant une recherche menée en installation. Des participants de toutes les régions du Canada ont pris part au projet de recherche; certaines séances étaient axées sur les grandes régions métropolitaines (p. ex. le Grand Vancouver), d'autres sur des centres urbains de plus petite taille (p. ex. Calgary et Edmonton), d'autres encore sur des centres de plus petite taille. Pour les régions plus rurales et les communautés de plus petite taille, le questionnaire de présélection des participants comportait une question permettant de vérifier si le participant avait accès à une connexion internet suffisamment sûre pour permettre la participation à une vidéoconférence.

Dans tous les groupes de réflexion, les efforts de recrutement avaient pour but d'obtenir une diversité de participants au sein d'un segment donné. Dans la mesure du possible, on s'efforçait d'assurer une représentation adéquate du point de vue de l'âge, du sexe, du revenu, de la scolarité et de la situation d'emploi. Pour les séances qui couvraient plus d'une province ou d'un territoire, on cherchait à obtenir une représentation de chaque province ou territoire au sein de la région donnée.

Les participants invités à faire partie des groupes de réflexion étaient recrutés par téléphone dans la population en générale ou à partir d'une base de données à option d'adhésion.

Au moment de concevoir le questionnaire de présélection des participants, des questions précises étaient intégrées pour déterminer clairement si les participants se qualifiaient pour le programme de recherche, et pour garantir une bonne représentation des dimensions démographiques.

En plus de ces critères visant à établir le profil des participants en général, une sélection additionnelle était effectuée pour s'assurer de sélectionner des participants de qualité, notamment :

- Aucun participant (ni aucun membre de sa famille immédiate ou de son ménage) ne devait occuper un poste lié de quelque façon que ce soit au sujet de la recherche (comme un agent d'immigration ou un bénévole offrant des services d'établissement aux immigrants), à des ministères ou organismes gouvernementaux connexes, ou aux domaines de la publicité, du marketing, de la recherche marketing, des relations publiques ou des médias (radio, télévision, journaux, production de films ou de vidéos, etc.), ni avoir occupé lui-même de tels postes antérieurement.
- Aucun participant ne devait être recruté s'il connaissait une autre personne recrutée pour la même étude, à moins que les deux ne prennent part à des séances différentes, tenues séparément.
- Aucun participant ne devait être recruté s'il avait participé à une séance de recherche qualitative au cours des six derniers mois.
- Aucun participant ne devait être recruté s'il avait participé à cinq séances de recherche qualitative ou plus au cours des cinq dernières années.
- Aucun participant ne devait être recruté s'il avait participé à une séance de recherche qualitative sur le même thème général que celui défini par le modérateur ou le chercheur au cours des deux dernières années.

Pour chaque groupe de réflexion, Quorus a recruté huit participants de manière à obtenir six à huit participants par groupe.

Tous les groupes de réflexion se déroulaient en soirée ou le week-end à l'aide de la plateforme de cyberconférence Zoom, ce qui permettait à l'équipe du client d'observer les séances en temps réel. L'équipe de recherche a utilisé la plateforme Zoom pour tenir et enregistrer les séances (au moyen de microphones et de caméras Web reliés aux appareils électroniques du modérateur et des participants, par exemple des ordinateurs portatifs et des tablettes) afin de permettre au client de les observer à distance. Une rétribution de 125 \$ a été remise aux participants pour leur participation.

La sélection des participants des groupes de réflexion était conforme aux éléments à prendre en considération en matière de sélection, de recrutement et de confidentialité, comme l'exigent les *Normes pour la recherche sur l'opinion publique effectuée par le gouvernement du Canada – Recherche qualitative*. En outre, le recrutement respectait les exigences suivantes :

- Tout le processus de recrutement se déroulait dans la langue officielle choisie par le participant, soit l'anglais et le français, selon le cas.

- Sur demande, on expliquait aux participants comment accéder aux conclusions de la recherche.
- Sur demande, on remettait aux participants la politique de confidentialité de Quorus.
- Le processus de recrutement permettait de confirmer que chaque participant avait la capacité de parler, comprendre, lire et écrire dans la langue dans laquelle se déroulait la séance.
- Les participants ont été informés de leurs droits au sens de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et de la *Loi sur l'accès à l'information*, et on leur a assuré que ces droits allaient être protégés tout au long de la recherche. On a ainsi informé les participants de l'objet de la recherche; identifié le ministère ou l'organisme parrain et le fournisseur de recherche; informé les participants que l'étude allait être rendue publique dans les six mois suivant la fin de l'étude sur le terrain par l'entremise de Bibliothèque et Archives Canada, et; informé les participants que leur participation à l'étude était volontaire et que l'information fournie serait administrée conformément aux dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.

À l'étape du recrutement et au début de chaque séance d'un groupe de réflexion, les participants étaient avisés que la recherche était effectuée pour le compte du gouvernement du Canada. On leur expliquait également que la séance allait être enregistrée et que des observateurs du gouvernement du Canada allaient être présents. Quorus s'assurait d'obtenir leur consentement préalable à l'étape du recrutement.

Au total, seize groupes de réflexion ont été tenus avec 111 Canadiens, comme l'indique le tableau ci-dessous :

Date	Public	Géographie	Langue	Nombre de participants
22 févr.	Population en général	Région du Grand Toronto	Anglais	8
22 févr.	Population en général	Centres urbains de l'Alberta (Calgary/Edmonton)	Anglais	8
23 févr.	Population en général	Villes de l'Atlantique	Anglais	7
23 févr.	Population en général	Grand Vancouver	Anglais	7
24 févr.	Population en général	Centres de plus petite taille de l'Ontario (incluant les communautés du PPICRN)	Anglais	8
24 févr.	Population en général	Centres de plus petite taille de l'Ouest du Canada (incluant les communautés du PPICRN)	Anglais	5
28 févr.	Population en général	Centres de plus petite taille du Québec	Français	7
28 févr.	Population en général	Centres urbains des Prairies (Winnipeg/Saskatoon/Regina)	Anglais	6
1 <sup>er</sup> mars	Nouveaux arrivants	Région du Grand Toronto	Anglais	5
1 <sup>er</sup> mars	Nouveaux arrivants	Grand Vancouver	Anglais	7
2 mars	Population en général	Centres de plus petite taille de l'Atlantique	Anglais	7
2 mars	Nouveaux arrivants	Centres de plus petite taille (combinaison)	Anglais	8

3 mars	Population en général	Montréal	Français	6
3 mars	Population en général	Communautés francophones à l'extérieur du Québec	Français	8
7 mars	Autochtones	Ontario – Est	Anglais	6
7 mars	Autochtones	Ouest	Anglais	8

## Annexe 2 – Instruments qualitatifs

Les instruments qualitatifs en anglais et en français sont fournis dans un document distinct.